

NUOVA **ANTOLOGIA** 
MILITARE
RIVISTA INTERDISCIPLINARE DELLA SOCIETÀ ITALIANA DI STORIA MILITARE

Fascicolo Speciale 2021
**Intelligence militare, guerra clandestina
e Operazioni Speciali**

a cura di
GÉRALD ARBOIT



Società Italiana di Storia Militare

Direttore scientifico Virgilio Ilari
Vicedirettore scientifico Giovanni Brizzi
Direttore responsabile Gregory Claude Alegi
Redazione Viviana Castelli

Consiglio Scientifico. Presidente: Massimo De Leonardis.

Membri stranieri: Christopher Bassford, Floribert Baudet, Stathis BIRTHACAS, Jeremy Martin Black, Loretana de Libero, Magdalena de Pazzis Pi Corrales, Gregory Hanlon, John Hattendorf, Yann Le Bohec, Aleksei Nikolaevič Lobin, Prof. Armando Marques Guedes, Prof. Dennis Showalter (†). *Membri italiani:* Livio Antonielli, Marco Bettalli, Antonello Folco Biagini, Aldino Bondesan, Franco Cardini, Piero Cimbolli Spagnesi, Piero del Negro, Giuseppe De Vergottini, Carlo Galli, Roberta Ivaldi, Nicola Labanca, Luigi Loreto, Gian Enrico Rusconi, Carla Sodini, Donato Tamblé,

Comitato consultivo sulle scienze militari e gli studi di strategia, intelligence e geopolitica: Lucio Caracciolo, Flavio Carbone, Basilio Di Martino, Antulio Joseph Echevarria II, Carlo Jean, Gianfranco Linzi, Edward N. Luttwak, Matteo Paesano, Ferdinando Sanfelice di Monteforte.

Consulenti di aree scientifiche interdisciplinari: Donato Tamblé (Archival Sciences), Piero Cimbolli Spagnesi (Architecture and Engineering), Immacolata Eramo (Philology of Military Treatises), Simonetta Conti (Historical Geo-Cartography), Lucio Caracciolo (Geopolitics), Jeremy Martin Black (Global Military History), Elisabetta Fiocchi Malaspina (History of International Law of War), Gianfranco Linzi (Intelligence), Elena Franchi (Memory Studies and Anthropology of Conflicts), Virgilio Ilari (Military Bibliography), Luigi Loreto (Military Historiography), Basilio Di Martino (Military Technology and Air Studies), John Brewster Hattendorf (Naval History and Maritime Studies), Elina Gugliuzzo (Public History), Vincenzo Lavenia (War and Religion), Angela Teja (War and Sport), Stefano Pisu (War Cinema), Giuseppe Della Torre (War Economics).

Nuova Antologia Militare

Rivista interdisciplinare della Società Italiana di Storia Militare
Periodico telematico open-access annuale (www.nam-sism.org)
Registrazione del Tribunale Ordinario di Roma n. 06 del 30 Gennaio 2020



Direzione, Via Bosco degli Arvali 24, 00148 Roma
Contatti: direzione@nam-sigm.org ; virgilio.ilari@gmail.com

©Authors hold the copyright of their own articles.

For the Journal: © Società Italiana di Storia Militare
(www.societaitalianastoriamilitare.org)

Grafica: Nadir Media Srl - Via Giuseppe Veronese, 22 - 00146 Roma
info@nadirmedia.it

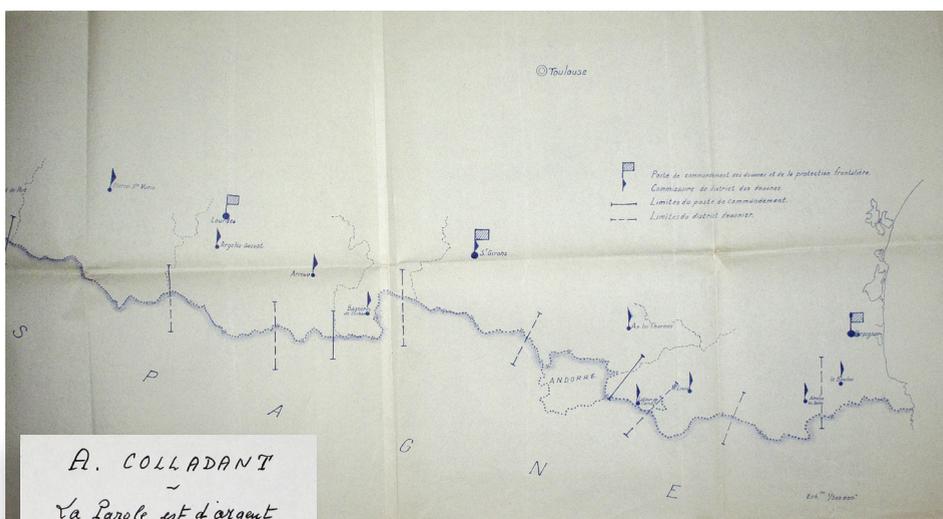
Gruppo Editoriale Tab Srl -Viale Manzoni 24/c - 00185 Roma
www.tabedizioni.it

ISSN: 2704-9795

ISBN Fascicolo Speciale 2021: ISBN: 978-88-9295-270-6

Le “front-tiers” pyrénéen Les voies du renseignement durant la Seconde Guerre mondiale

par THOMAS FERRER



ABSTRACT. The Pyrenean border is not a place particularly mentioned in the history of the Second World War, contrary to the landing beaches, the Russian front, or the Pacific islands. However, a further study allows to find that this linear range is at the heart of complex supremacy stakes throughout the war but also is one of the privileged action grounds for the secret services, as much the Allied's (SOE, BCRA, OSS) as their enemies' (Abwehr). Information, money, arms cross a mountain naturally dangerous and what is more narrowly watched, especially from the end of 1942. In this context, people smugglers, French or Spanish, mainly recruited among the locals, have a crucial and dangerous role which most of them play bravely, persistently and with some efficiency.

KEYWORDS: SECOND WORLD WAR, PYRENEES, BORDER, INFORMATION, SECRET SERVICES, NETWORK, SMUGGLERS, ESPIONAGE, COUNTERESPIONAGE, SURVEILLANCE, RESISTANCE.

Parmi les multiples fronts de la Seconde Guerre mondiale, zones de combats ou fronts intérieurs, les Pyrénées ne font pas partie des lignes de force habituellement citées ou étudiées. Or, cette barrière naturelle, devenue progressivement une frontière réelle depuis le traité des Pyrénées de 1659, constitue un espace particulièrement stratégique entre 1939 et 1945. Durant cette période, dans le camp des Alliés, la plupart des acteurs majeurs ont tenté d'y faire passer clandestinement informations et agents. A l'inverse, leurs ennemis ont essayé de contrôler les flux, limiter la circulation transfrontalière et arrêter, parmi d'autres, certains membres des services spéciaux. Depuis des siècles, zone de passages et lieu d'échanges parfois interlopes, les Pyrénées peuvent être ainsi considérées comme une ligne de front « incontournable » dans la guerre que les services secrets se sont livrée à partir de 1939.

*Une frontière dans tous ses États :
de la Retirada à l'occupation de la « zone libre »*

26 janvier 1939 : Barcelone tombe. La veille, un bombardier allemand, un trimoteur Heinkel 111, s'est écrasé au lac de Poueylaün au-dessus d'Arrens dans les Hautes-Pyrénées, après avoir vraisemblablement combattu au-dessus des Pyrénées-Orientales¹. Un vent mauvais a déjà franchi la frontière. En réalité, la tragédie espagnole, aux implications internationales bien connues, a porté son ombre côté français dès le début de la guerre civile à l'été 1936. Fuites sous les bombes et retours angoissés se sont enchaînés à travers les Pyrénées, au gré des déplacements de la ligne de front².

Toutefois, la *Retirada*, suite à la prise de Barcelone constitue un mouvement de population d'une ampleur inédite, puisque près de 475 000 personnes prennent part à cet exode dont 200 000 combattants environ. Certains repartent très vite en Espagne. Il faut dire qu'ils y sont « invités » par les autorités françaises et que Franco leur promet la « clémence »³. D'autres migrent vers l'Amérique latine et notamment le Mexique. Ainsi, à la fin de l'année 1939, il ne reste plus que 150 000 à 200 000 exilés espagnols en France dont 40 000 à 50 000 femmes et en-

1 José CUBERO, *Les Hautes-Pyrénées dans la guerre. 1938-1948*, Éditions Cairn, 2013, p. 33.

2 Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*, Albin Michel, 1999, p. 34-35.

3 José CUBERO, *Petite Histoire des Républicains espagnols*, Éditions Cairn, 2019, p. 96-97.

fants. Si ces derniers, trois fois plus nombreux au mois de février 1939, ont été rapidement dispersés dans 77 départements éloignés de la frontière avant d’être en grande partie rapatriés, près de 275 000 réfugiés ont été internés dans les camps installés à la hâte sur les plages des Pyrénées-Orientales⁴.

À la fin de l’hiver 1939, les premiers camps de concentration, selon l’appellation de l’époque⁵, sont implantés à Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien, Le Barcarès puis davantage dans l’arrière-pays, mais non loin de la frontière malgré tout : Bram dans l’Aude, Gurs dans les Basses-Pyrénées, ou encore Le Vernet en Ariège⁶. Or, parmi les dizaines de milliers de combattants républicains jugés dans un premier temps « indésirables », beaucoup, un peu plus de 50 000, sont incorporés dans les Compagnies de travailleurs étrangers (CTE) créées en avril 1939 sous le gouvernement Daladier, puis environ 30 000, doivent s’engager dans les Groupements de travailleurs étrangers (GTE), instaurés par le régime de Vichy, pour faire travailler les « étrangers en surnombre dans l’économie nationale », à partir du 27 septembre 1940⁷.

Évadés des camps d’internement ou ayant fui les GTE, de nombreux Espagnols s’engagent dans la Résistance, notamment dans les compagnies de guérilleros qui se sont constituées du Pays basque aux Pyrénées-Orientales en passant par les Hautes-Pyrénées ou l’Ariège⁸. L’un des exemples les plus connus est sans doute le guérillero anarcho-syndicaliste, Francisco Ponzán Vidal. Membre de la

4 Pour les chiffres indiqués ici, nous nous sommes appuyés sur les estimations de Javier RUBIO, « La population espagnole en France : flux et permanences », dans Pierre MILZA et Denis PESCHANSKI, *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France. 1938-1946*, L’Harmattan, 1994, p. 40-41 ; Geneviève Dreyfus-Armand, « Les réfugiés espagnols en 1939, des “indésirables” », *Plein droit*, vol. 108, n°1, 2016, p. 44-48 ; José CUBERO, *Petite Histoire...*, *op. cit.*, p. 95-96.

5 Étant donné la connotation prise ensuite par cette expression en référence au système concentrationnaire nazi, la majorité des historiens spécialistes de la question préfère les désigner comme des camps d’internement sans occulter la réalité dramatique et souvent indigne des conditions de vie dans ces camps.

6 Cf. Denis PESCHANSKI, *La France des camps. L’internement 1938-1946*, Gallimard, 2002. À noter la publication récente d’un historien spécialiste du camp de Gurs, Claude LAHARIE, *Petite Histoire des Camps d’internement français*, Éditions Cairn, 2020.

7 Geneviève DREYFUS-ARMAND, « Les réfugiés espagnols en 1939... », *op. cit.*, p. 48 et José CUBERO, *Petite Histoire...*, *op. cit.*, p. 132.

8 Cf. Geneviève DREYFUS-ARMAND, « Les oubliés », *Hommes et Migrations*, n°1148, nov. 1991, p. 36-44 ; Denis PESCHANSKI (dir.), *Des Étrangers dans la Résistance*, Éditions de l’Atelier/Musée de la Résistance Nationale, 2002 ; Jean ORTIZ (dir.), *Rouges. Maquis de France et d’Espagne. Les guérilleros*, Atlantica, Biarritz, 2006.

CNT (Confédération nationale du travail) et des services de renseignement de sa branche armée durant la guerre civile espagnole, il opère en particulier sur le front d'Aragon. Dirigeant le SIEP (Service d'informations spéciales périphériques), il passe derrière les lignes franquistes pour recueillir des informations ou exfiltrer des camarades en difficulté. Après la défaite et la *Retirada*, il est interné avec ses compagnons du groupe *Libertador* de la 127^e brigade mixte au camp du Vernet en Ariège⁹.

Grâce à des appuis locaux, notamment le maire socialiste de Varilhes Jean-Louis Séret, il parvient à sortir du camp et entre rapidement en contact avec Jean Bénazet et son épouse Cécile Loze, futurs résistants de la première heure. Dès le printemps 1939, il essaie de renouer des liens avec ses anciens compagnons dispersés dans les camps du Sud de la France ou déjà retournés en Espagne. Il se déplace ainsi à Nîmes, Toulouse, Mazères d'Ariège, Pamiers, aux camps du Barcarès et d'Argelès-sur-Mer et même en Andorre. A la fin de l'année 1939, dans un rapport qu'il adresse au comité général du Mouvement libertaire (ML), il affirme, ce qui lui sera d'ailleurs reproché au sein de la mouvance anarchiste, qu'il faut dès lors combattre aux côtés des Alliés contre un ennemi commun : le fascisme¹⁰.

En mars 1940, Ponzán entre en contact avec un officier de l'*Intelligence Service* (IS) nommé Marshall¹¹. Aux côtés de son acolyte français Jean Bénazet mais aussi d'anciens compagnons du SIEP comme Joan Catalá, il commence à coopérer avec les Britanniques. Un an plus tard, il a construit un réseau clandestin tentaculaire qui fait fi des frontières idéologiques et nationales. Il est ainsi en relation avec d'anciens camarades libertaires basés en Espagne, mais aussi avec le capitaine Paul Paillole et le lieutenant Robert Terres des services secrets vichystes de l'Armée d'armistice, camouflé sous la couverture de la Société de Travaux Ruraux (TR)¹². Enfin, il est aussi en lien avec le professeur de médecine, Camille Soula, fervent soutien des républicains espagnols, membre du réseau *Libérer et*

9 Jean-François BERDAH, « La frontière existe-t-elle pour les historiens ? La frontière franco-espagnole au XX^e siècle », dans *L'espace jurassien à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)*, Lavauzelle, 2006, p. 49-67. hal-00143933 [en ligne].

10 PONZÁN VIDAL Francisco par André BALENT, version mise en ligne sur maitron.fr le 6 mai 2014, dernière modification le 3 novembre 2020.

11 Michael R. D. FOOT, Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action (SOE) en France. 1940-1944*, Tallandier, 2008, p. 267.

12 Claude d'ABZAC-ÈPEZY, « Armée et secrets, 1940-1942. Le contre-espionnage de l'armée de Vichy », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 36, n° 2, 2012, p. 45-56.

Fédérer, créé à Toulouse par un libraire italien antifasciste Silvio Trentin¹³.

La défaite française de mai-juin 1940 a entraîné une intensification et une diversification considérables des activités secrètes de Ponzán Vidal. Sous le pseudonyme de *François Vidal*, il devient l'un des maillons essentiels du réseau *Pat O'Leary* créé par le MI9 britannique pour rapatrier, via les Pyrénées puis l'Espagne, Gibraltar ou le Portugal, militaires, espions, aviateurs alliés bloqués en France. Dirigé jusqu'en 1943, par un médecin-capitaine belge, Albert-Marie Guérissse, alias *Pat O'Leary*, ce réseau qui assure aussi des missions de renseignement¹⁴, prend ensuite, sous la direction de Marie-Louise Dissard basée à Toulouse, le nom de *Françoise*. Il est considéré par Robert Belot comme l'« un des plus grands réseaux d'évasion par l'Espagne¹⁵ ». Simultanément, Francisco Ponzán devient aussi un agent du réseau belge *Sabot*¹⁶.

Cet itinéraire heurté, sinueux, clandestin et dangereux, rappelle, parmi d'autres, à quel point la frontière pyrénéenne est au cœur de bouleversements majeurs, d'enjeux de souveraineté et d'ambitions de contrôle en 1939-1940. En effet, après la victoire de Franco, soutenu par Hitler et Mussolini, puis l'invasion de la Tchécoslovaquie par les nazis en mars 1939, la crainte d'une attaque allemande via l'Espagne est de plus en plus prégnante dans le piémont pyrénéen. Ainsi, plusieurs exercices de défense passive sont organisés afin de se préparer notamment à des raids aériens susceptibles de frapper Tarbes ou Pau¹⁷. A l'échelon national, Édouard Daladier, président du Conseil mais aussi ministre de la Guerre et de la Défense nationale, demande aux généraux commandant les régions militaires frontalières « le renforcement du front pyrénéen¹⁸ ».

13 Paul ARRIGHI, « Silvio Trentin et le mouvement de résistance libérer et fédérer : “de la résistance vers la révolution” », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 226, n° 2, 2007, p. 121-130.

14 Michel ROUSSEAU, « Deux réseaux britanniques dans la région du nord : le réseau “Garrow-Pat O'Leary” et le réseau “Farmer” », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, vol. 34, n° 135, 1984, p. 87-108.

15 Robert BELOT, *Aux frontières de la liberté. Vichy-Madrid-Alger-Londres. S'évader de France sous l'occupation*, Fayard, 1998, p. 107.

16 Cf. Antonio TELLEZ SOLÁ, *Le réseau d'évasion du groupe Ponzan. Anarchistes dans la guerre secrète contre le franquisme et le nazisme (1936-1944)*, Le Coquelicot, 2008.

17 José CUBERO, *Les Hautes-Pyrénées dans la guerre...*, *op. cit.*, p. 35-36.

18 Cité par Stéphane MARQUES, « Le contrôle de la frontière pyrénéenne pendant la Seconde Guerre mondiale. Des enjeux de souveraineté et de sécurité pour la France », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 39, n°1, 2014, p. 131.

De son côté, Franco, dont les objectifs géopolitiques et économiques sont multiples à la sortie de la guerre civile¹⁹, se méfie beaucoup des autorités civiles et militaires de la Troisième République, qui selon lui, ont une responsabilité réelle dans le prolongement de la résistance républicaine²⁰. Cette relation faite de défiance et de dissimulation est symbolisée par l'accueil très frais réservé en mars 1939 au nouvel ambassadeur envoyé en Espagne, le maréchal Pétain, dont la nomination avait toutefois flatté l'orgueil du caudillo²¹. Par ailleurs, Franco a dans son jeu un atout de poids qu'il n'hésite pas à mettre dans la balance : les centaines de milliers de républicains réfugiés en France et que le gouvernement Daladier souhaiterait rapidement voir repartir en Espagne.

Les rapatriements sont donc l'objet de négociations serrées et ils se font sous très haute surveillance. Le régime franquiste naissant veille à ne laisser aucun agent ennemi, *a fortiori* armé, revenir en Espagne. Émilienne Eychenne, regret-tée spécialiste des passages dans les Pyrénées durant la Seconde Guerre mondiale, résume ainsi la situation : « Franco ne laisse pas la montagne surveiller seule la frontière française²². » Avec l'entrée en guerre officielle de la France le 3 septembre 1939, le niveau de surveillance s'élève encore et avec elle une certaine hantise obsidionale. Par exemple, le 30 novembre, une note des renseignements militaires français signale la présence de 60 000 soldats espagnols massés derrières les Pyrénées. Ils sont soutenus, semble-t-il, par plusieurs troupes alpines et trois régiments d'artillerie venus d'Italie²³.

Après l'attaque allemande, les instructions, empreintes d'une angoisse grandissante, deviennent encore plus sévères comme en témoigne cette note du ministère de l'Intérieur adressée, dans un style télégraphique caractéristique, à tous les préfets du Sud-Ouest le 15 mai 1940 :

« Suis informé source sérieuse que parmi Espagnols franchissant frontière française se trouverait nombre important agents ennemis instruits pour

19 Sans être exhaustif, on peut signaler la volonté de récupérer la flotte républicaine réfugiée à Bizerte en Tunisie, les revendications territoriales au Maroc ou encore l'obsession de Franco pour le retour de « l'or d'Espagne ».

20 Jean-François BERDAH, « La frontière... », *op. cit.*, p. 8 de la version en ligne.

21 Michel CATALA, « L'ambassade espagnole de Pétain (mars 1939-mai 1940) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°55, juillet-septembre 1997, p. 32.

22 Émilienne EYCHENNE, *Pyrénées de la liberté. Les évasions par l'Espagne, 1939-1945*, Éditions Privat, 1998, p. 43.

23 Stéphane MARQUES, *op. cit.*, p. 130-131.

perpétrer sabotages. Inviter tous services sous vos ordres à redoubler vigilance dans surveillance frontière, à examiner avec soin situation chaque étranger rentrant ou tentant entrer en France et me signaler avec toutes indications utiles arrestations ou refoulements individus suspects²⁴. »

Quatre jours plus tard, le général Chauvin, commandant la 18^e région militaire depuis Bordeaux, ordonne l'interdiction de toute entrée d'étrangers sur le territoire français même si les papiers des individus contrôlés sont en règle²⁵. Au même moment, la peur de parachutages massifs ou bien de l'infiltration d'agents ennemis revient comme une antienne dans les documents préfectoraux²⁶.

La défaite sanctionnée par l'armistice du 22 juin, bouleverse totalement l'organisation de la surveillance frontalière. A partir du 20 août 1940, les troupes allemandes occupent tout le littoral atlantique jusqu'à Hendaye et la ligne de démarcation se matérialise progressivement entre « zone Nord » occupée et « zone Sud » dite libre, ou plus justement non occupée, « nono » selon le raccourci de l'époque. La 18^e région militaire centrée sur Bordeaux est dissoute et une partie des Basses-Pyrénées le long d'une ligne allant d'Orthez à Saint-Jean-Pied-de-Port en passant par Sauveterre et Saint-Palais, ainsi que les Hautes-Pyrénées, sont rattachées à la 17^e région commandée depuis Toulouse. Son état-major qui se retrouve avec des moyens réduits doit surveiller une ligne frontalière de 330 kilomètres contre 160 auparavant.

Après l'Appel du 18 juin, dont l'écho fut plutôt réduit, et un très funeste été 1940, quelques consciences résistantes commencent malgré tout à se lever. C'est le cas du jeune polytechnicien Serge Ascher qui veut continuer le combat mais sans savoir vraiment comment s'y prendre :

« Je m'interroge sur ce que je pourrais faire. Rester sur place ou partir pour Londres ? [...] De tous les pays d'Europe, seul le Portugal maintient des relations maritimes avec l'Angleterre. J'envisage donc de traverser clandestinement l'Espagne pour rallier Lisbonne. La rumeur prétend que l'ambassade d'Angleterre y accueille des volontaires venus de France et les embarque pour Londres. Mais comment traverser l'Espagne sans connaître la langue, sans pièces d'identité, sans argent²⁷ ? »

Finalement après avoir renoncé à son projet, Serge Ascher, devenu Serge Ra-

24 Archives départementales des Hautes-Pyrénées (ADHP), 23 W 64.

25 *Ibid.*

26 *Ibid.*, 20 W 1.

27 Cité par Robert BELOT, *Aux frontières de la liberté...*, *op. cit.*, p. 53.



Quelques exemples des faux-papiers et identités multiples (*Cazenave, Claverie, Cousté*) de Gérard de Clarens membre du réseau *Sarrazin/Andalousie*. Il n'hésitait pas à se faire passer pour un inspecteur de police et l'un des documents l'autorise à circuler dans la zone réservée pyrénéenne (Source : ADHP, archives privées de Gérard de Clarens)

vanel, accède aux plus hautes responsabilités dans les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). Nommé en 1944, commandant officiel de la résistance dans la Région 4, il coordonne la libération de Toulouse et de ses environs.

Au même moment, Gilbert Renault, fervent catholique proche de l'Action française, devenu producteur de cinéma après avoir travaillé à la Banque de France et dans une exploitation forestière au Gabon, commence à tisser en Espagne, avec le concours de Jacques Pigeonneau, consul de France à Madrid, les premiers fils d'un réseau qui s'étendra tout le long du littoral Atlantique de Lisbonne jusqu'à Anvers²⁸.

Par-delà les Pyrénées, celui-ci deviendra, sous le nom de *Confrérie Notre-*

28 Cf. Sébastien ALBERTELLI, *Les services secrets du général de Gaulle. Le BCRA 1940-1944*, Perrin, coll. « Tempus », 2020, p. 52-54.

CARTE D'IDENTITÉ N° **1020**
Exemptée du Timbre (Décret du 31 Dec. 1931)

DELIVRÉE A:

M. Claverie Guy
Inspecteur de police

né le 31 juillet 1917
à Vendôme (Loir et Cher)

Fait à Vichy 19 JUIL 1942

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA POLICE NATIONALE.



Signature du Titulaire
Claverie

J. Rivalland



ÉTAT FRANÇAIS

DÉPARTEMENT de *Hautes Pyrénées*
COMMUNE de *Cauterets*

CARTE D'IDENTITÉ
DE CITOYEN FRANÇAIS

Nom *Couste'*
Prénoms *Gerard Marie*
Profession *hotelier*
Né le *3 Juillet 1919*
à *Cauterets*
département *hautes Pyrénées*
domicile *Cauterets*



ZONE RESERVEE PYRENEENNE
N° **415** SIGNALLEMENT *Jaur*

Taille : *1m68* Nez : *français moy*
Cheveux : *chat* Forme générale du visage ;
Moustache : *—* (Hautes-Pyrénées) *ronde*
Yeux : *noirs* Teint : *rose*
Signes Particuliers : *neant*

Empreinte digitale



Signature du Titulaire

G. Couste'

A. *Cauterets*
le *3* *43*
LE *maire*



Dame puis *CND-Castille* l'un des plus importants réseaux de renseignement gaullistes durant la guerre. Il est en effet le résultat des toutes premières initiatives du 2^e Bureau de l'état-major du général de Gaulle, créé le 1^{er} juillet 1940 à Londres. Cet organisme est rebaptisé SR (Service de renseignement) en avril 1941 puis BCRA (Bureau central de renseignement et d'action) à partir de 1942²⁹. Le responsable de ce service, André Dewavrin ou *Passy*, qui a envoyé Renault alias *Raymond* en Espagne, se plaint déjà de sa tendance à ne pas toujours se conformer avec rigueur aux ordres donnés. Ce trait de caractère, entre autres, fit la légende du futur *colonel Rémy*, figure de la Résistance française, tant du point de vue historique que mémoriel.

On ne peut multiplier les exemples d'itinéraires individuels, mais quels que soient les chemins empruntés, une réalité s'impose à tous durant l'été 1940. Dès lors, à moins de tenter leur chance par le Pays basque contrôlé par la *Wehrmacht*, les individus venant du nord de la France et voulant franchir les Pyrénées doivent d'abord passer la ligne de démarcation, de façon légale avec le fameux *Ausweis* ou de manière clandestine grâce à des embryons de réseaux locaux. Les premiers ateliers producteurs de faux papiers commencent alors un travail décisif à la fois pour les militaires alliés, les résistants français ou les civils menacés.

Ainsi, des jeunes Français souhaitant continuer le combat, mais aussi une partie des juifs de France qui cherchent à fuir un pays où l'antisémitisme devient une politique d'État, tentent cette traversée périlleuse. Toutefois, quelle que soit la catégorie envisagée, les flux s'intensifient considérablement à partir de la fin de l'année 1942³⁰, précisément après l'opération *Anton*, lancée le 10 novembre, en réponse au débarquement anglo-américain en Afrique du Nord. Cette date représente une nouvelle rupture concernant le dispositif de surveillance de la frontière pyrénéenne puisqu'aux douaniers et gendarmes de Vichy viennent s'ajouter des troupes allemandes tout le long d'un relief dont la dimension stratégique s'est à nouveau renforcée.

29 *Ibid.*, « Le BCRA, service de renseignement de la France libre », *Revue historique des armées*, n°247, 2007, p. 52-59.

30 André-Louis SANGUIN, « La fuite des Juifs à travers les Pyrénées pendant la Seconde Guerre mondiale, une géographie de la peur et de la survie », *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, tome 126, n°287, 2014, pp. 297-318.

Des Pyrénées très internationalisées : une mosaïque de réseaux

La double surveillance exercée par les forces du régime de Vichy et par les troupes allemandes rend les tentatives de passage des Pyrénées d'autant plus risquées. Robert Belot estime qu'au total, au début de l'année 1943, ce sont près de 3 000 soldats de la *Wehrmacht* qui ont en charge le contrôle de l'ensemble de la chaîne depuis quatre postes de commandement basés à Biarritz, Lourdes, Saint-Girons et Perpignan³¹. Dans les zones les plus élevées et accidentées comme dans les Hautes-Pyrénées, ce sont des détachements de la *Grenzschutz*, corps de gardes-frontières militarisés qui se chargent de patrouiller et d'arraisonner tout individu suspect. Composés de *Gebirgsjäger* ou *Alpenjäger*, soldats aguerris aux terrains montagneux pour la plupart d'origine autrichienne, ils repèrent assez rapidement les itinéraires les plus empruntés ce qui oblige les candidats au passage à cheminer de nuit sur des sentiers escarpés. Les accidents tragiques ne sont alors pas rares.

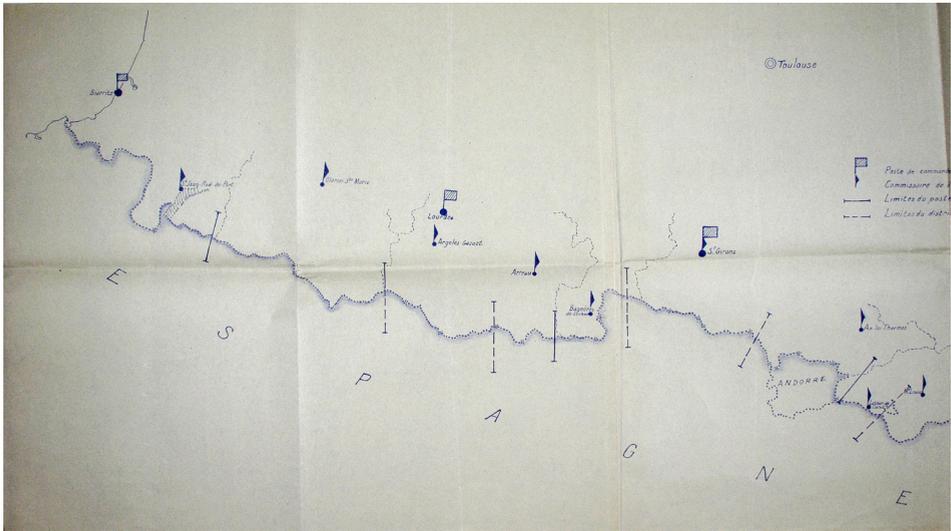
Pour ceux qui ont décidé de passer seuls, une chute malheureuse, une erreur d'orientation, des conditions climatiques défavorables peuvent rapidement entraîner la mort. En août 1943, un jeune homme originaire de Grenoble est retrouvé mort au-dessus d'Arrens dans les Hautes-Pyrénées. Les enquêteurs dépêchés sur place estiment que son décès remonte à trois ou quatre semaines environ. Vraisemblablement réfractaire au STO (Service du travail obligatoire) instauré quelques mois plus tôt, il s'est brisé une jambe en deux endroits et a sans doute perdu la vie, seul, dans d'atroces souffrances³². Non loin de là, quelques temps plus tard, un autre corps enseveli dans la neige, est découvert près de la frontière franco-espagnole³³.

Ainsi, que ce soit traverser la Bidassoa à la nage du côté d'Hendaye, franchir le col du Perthus près de Perpignan ou tenter la traversée de la frontière par les cols des Pyrénées centrales, les embûches sont légion. Toutefois, on peut préciser que la double surveillance « vichysto-allemande » à partir de la fin de l'année 1942 laisse perdurer quelques interstices largement exploités par les réseaux de passage et de renseignement. En effet, si une zone interdite ou « réservée » est délimitée sur une bande frontalière de 20 à 30 kilomètres de large avec des restric-

31 Robert BELOT, *Aux frontières de la liberté...*, op. cit., p. 53.

32 ADHP, *France-Pyrénées*, 02/08/1943.

33 ADHP, *Le Républicain des Pyrénées*, 11/11/1943.



Carte du système allemand de surveillance de la frontière pyrénéenne à partir de la fin de l'année 1942. Ce document a été envoyé par le préfet régional basé à Toulouse, Léopold Cheneaux de Leyritz, à toutes les préfectures départementales limitrophes de la frontière (source : ADHP, 20 W 39)

tions aux déplacements extrêmement drastiques dès janvier 1943³⁴, la volonté de maintenir une forme de souveraineté nationale, mais aussi de protéger les ressortissants français, fait que des désaccords et certaines tensions naissent rapidement entre les représentants locaux du régime de Vichy et les forces d'occupation, appelées pudiquement « troupes en opération ».

Ainsi, René le Gentil, préfet des Hautes-Pyrénées à partir de 1941, réclame en 1943 d'être informé de toute arrestation d'individu français à la frontière³⁵ et dénonce au préfet régional un couvre-feu indûment imposé par les Allemands dans la commune de Gèdre³⁶. Il tente même de défendre deux jeunes passeurs qui ont été pris au-dessus de Saint-Lary aux côtés d'un Polonais, soupçonné lui, d'être un agent double au service des Allemands³⁷. Il faut dire que ce préfet un peu spécial, est mis à la retraite anticipée par le gouvernement de Vichy après une lettre adressée au responsable départemental de la Milice créée en 1943 : « vous en avez fait

34 ADHP, 20 W 39.

35 *Ibid.*, 20 W 34.

36 *Ibid.*, 20 W 39.

37 *Ibid.*, 20 W 27.

[de la Milice] un organisme de bas mouchardage et de délation qui m'a parfois écœuré jusqu'à la nausée³⁸ ». Sans aller aussi loin que ce préfet, des douaniers et des gendarmes français sont régulièrement incriminés par les officiers allemands pour leur manque de zèle à moins qu'il ne s'agisse d'une forme de complicité bienveillante³⁹...

Dans ce contexte mouvant de surveillance de la frontière pyrénéenne, où un certain arbitraire règne, entre arrestations *manu militari* et franchissements facilités par les circonstances ou des appuis divers, les réseaux de passage et de renseignement se multiplient donnant à ce linéaire stratégique une dimension très internationale. Sans être exhaustif, on peut proposer un rapide panorama d'Ouest en Est de la chaîne pyrénéenne. Toutefois, il faut préciser d'emblée que la majorité de ces réseaux ne parviennent à se constituer ou à devenir réellement opérationnels qu'à partir de 1942-1943, comme finalement la Résistance dans sa globalité. Ainsi, à la fin de l'été 1941, le SR du général de Gaulle avait reçu 35 courriers ayant transité par l'Espagne, représentant dans l'ensemble 910 pages. Un résultat loin d'être négligeable donc, mais relativement modeste par rapport aux volumes d'informations transmises par la suite⁴⁰.

Nous avons déjà évoqué le réseau, très précoce du *colonel Rémy*, appelé *Confrérie Notre-Dame* puis *CND-Castille*. Affilié à la France libre, il se charge notamment d'informer Londres des déplacements de troupes, des infrastructures défensives que les Allemands font édifier le long du littoral, le fameux « mur de l'Atlantique », ainsi que des mouvements des navires de l'Axe et des redoutés *U-Boote* stationnés par exemple dans la base sous-marine de Bordeaux-Bacalan. S'appuyant notamment dès l'été 1940 sur un viticulteur de Dordogne, Louis de la Bardonnie, et à partir de février 1941 sur Jean Fleuret, alias *Espadon*, en relation avec les pilotes du port de Bordeaux mais aussi sur le lieutenant de vaisseau Jean Philippon (*Hilarion*), le *colonel Rémy* collecte et transmet des informations au 2^e Bureau via des opérateurs radio ou des courriers transitant par Madrid ou Lisbonne⁴¹.

Sur le versant atlantique, même s'il s'agit prioritairement d'un réseau d'éva-

38 Cité par Maurice BÉNÉZECH, *Résistance en Bigorre*, Comité départemental de la Résistance des Hautes-Pyrénées, 1984, p. 151.

39 ADHP, 20 W 27.

40 Sébastien ALBERTELLI, *Les services secrets...*, *op. cit.*, p. 70.

41 *Ibid.*, p. 62.

sion, on ne peut passer sous silence l'activité intense du réseau *Comète* fondé par une jeune femme d'à peine 25 ans, originaire de Scharbeek près de Bruxelles, Andrée de Jongh. Destinée dans un premier temps à évacuer les soldats britanniques n'ayant pu rembarquer à Dunkerque et qui sont cachés chez l'habitant, la « Dédée Line » de Bruxelles à Gibraltar en passant par Paris, Bayonne et Bilbao a permis de convoier au total vers Londres, entre 1941 et 1944, 700 à 800 « colis », majoritairement des pilotes alliés⁴². On estime que près de 2 000 personnes en Belgique, en France et en Espagne, dont le fameux passeur basque Fiorentino Goïkotxea⁴³, ont œuvré pour que cette ligne de vie perdure malgré la traque des agents de l'*Abwehr*, le service de renseignement de l'armée allemande, et les dénonciations d'agents doubles comme Eugène Sterckmans ou Jacques Desoubrie qui occasionnent de vrais coups durs⁴⁴. *Dédée* elle-même est arrêtée en janvier 1943, déportée en Mauthausen puis à Ravensbrück. Elle se lancera dans l'humanitaire après guerre, mais son père Frédéric, lui, a laissé la vie sous les balles allemandes en 1944, au Mont-Valérien.

Également très actif dans le Sud de la France, de Pau à Marseille en passant par Toulouse et Perpignan, le réseau *Alliance*, fondé par l'officier nationaliste anti-communiste et germanophobe Georges Loustaunau-Lacau alias *Navarre*, connaît lui aussi des périodes difficiles. Les arrestations s'enchaînent, malgré l'engagement sans faille de Marie-Madeleine Méric (devenue Fourcade en 1947) qui, sous le pseudonyme de *Hérison*, prend la tête de cette organisation après la capture de *Navarre* en mai 1941⁴⁵. Rattaché dans un premier temps à l'IS puis, après des intrigues politiques relativement complexes, au BCRA gaulliste en 1944, ce réseau composé notamment d'anciens militaires, en particulier de l'armée de l'Air, mais aussi de bon nombre de « vichysto-résistants⁴⁶ », livre des renseignements précieux aussi bien sur les forces navales allemandes à Brest, La Rochelle, et dans les ports méditerranéens que sur la base allemande de Peenemünde où les

42 Adeline RÉMY, « L'engagement des femmes dans la ligne d'évasion Comète (1941-1944) : entre mythe et réalité ? », dans Robert Vandenbussche (dir.), *Femmes et Résistance en Belgique et en zone interdite* [en ligne], Septentrion, 2007, p. 57-72.

43 Lire notamment Juan Carlos Jiménez de ABERASTURI, *En passant la Bidassoa. Le Réseau « Comète » au Pays basque (1941-1944)*, Ville d'Anglet, 1995.

44 Étienne VERHOEYEN, *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*, De Boeck Université, 1994, p. 372.

45 Michèle COINTET, *Marie-Madeleine Fourcade : un chef de la Résistance*, Perrin, 2006.

46 Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON, *Les vichysto-résistants*, Perrin, coll. « Tempus », 2016.

nazis fourbissent la construction des fusées V1 et V2. Cette dernière information hautement stratégique qui a décidé les Britanniques à bombarder massivement la base en 1943 a été transmise par Jeannie de Clarens née Rousseau, alias *Amniarix*, membre du réseau *Les Druides* rattaché à *Alliance*⁴⁷.

Marie-Madeleine Méric qui a dû passer en Espagne pour réorganiser le réseau à la fin de l'année 1941 peut compter assez rapidement sur des émetteurs et récepteurs radio fournis par Londres. Ils sont souvent parachutés avec des agents formés à leur utilisation, des « pianistes », dont la mission est extrêmement dangereuse car ils sont traqués par le contre-espionnage allemand. Par des opérations de triangulation, l'*Abwehr* parvient à repérer assez précisément les zones d'émission des opérateurs radio qui relaient les renseignements à destination des « centrales » basées à Londres⁴⁸.

Dans les Pyrénées centrales, les Polonais viennent s'ajouter aux ressortissants des pays occupés qui, pour certains, sont venus se réfugier et, pour d'autres, poursuivre le combat contre les nazis. Cela se traduit là aussi par l'activité clandestine et un réseau qui comme beaucoup combine activités d'évasion, de renseignement, puis à partir de 1943 et surtout en 1944, l'action. Relié exclusivement dans un premier temps au MI6 britannique puis ensuite développant des relations avec le BCRA gaulliste, le réseau *Wisigoth-Lorraine* centré sur Lourdes avec des antennes en Ariège, en Haute-Garonne et dans les Basses-Pyrénées assure le passage de Polonais mais aussi de Français, de Yougoslaves ou de Tchécoslovaques⁴⁹. Comme pour les autres réseaux, il faut noter que la traversée des Pyrénées s'effectue dans les deux sens puisque si des militaires cherchent à rejoindre les forces françaises en Afrique du Nord, d'autres, ayant préalablement rejoint Londres via Lisbonne reviennent régulièrement pour transmettre les instructions, préparer les parachutages, distribuer l'argent qui permet de recruter mais aussi de faire vivre agents de liaison, logeurs, passeurs dont tout ou partie de l'existence est devenue clandestine⁵⁰.

47 Marie-Madeleine FOURCADE, *L'Arche de Noé*, tome 2, Fayard, 1971, p. 281.

48 Jean-Louis PERQUIN, *Les opérateurs radio clandestins. SOE, BCRA, OSS*, Histoire et Collections, 2011.

49 Émilienne EYCHENNE, *op. cit.*, p. 123-124.

50 Pour le BCRA, il existe trois grandes catégories d'agents : O pour « occasionnels », P1 pour les agents permanents mais qui continuent à vivre de leur profession, P2 pour les agents totalement clandestins.

Récepteur radio de Claverie
 et un extrait de son manuel
 d'utilisation en anglais (AD-
 HP, archives privées de Gé-
 rard de Clarens, 136 J 16)



*Poste récepteur miniature
 à batteries, qui m'a été
 fort utile jusqu'à la libération*

**Miniature
 Communications Receiver
 (M.C.R.1.)**

A. INSTALLATION INSTRUCTIONS.

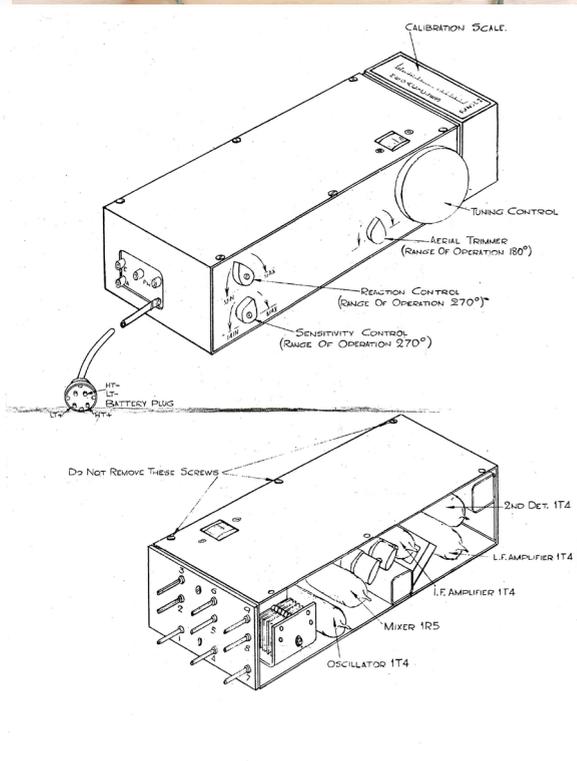
1. Erect the aerial as high as possible, using the bakelite card as an insulator if necessary. Never attempt to use less than 4ft. of aerial wire. If the full 10ft. cannot be run out, leave the second wire on the card. Do not cut it off. Plug into socket A.
2. Use the 10ft. length of wire provided to make an Earth connection, or use it as a counterpoise Earth. Plug into socket E.
3. Select a Coil Unit to cover the frequency range required and fit it to the receiver.
4. Plug the telephone lead into the sockets marked PH.
5. When ready to receive, plug the power lead into a battery.

B. TUNING THE RECEIVER.

1. Turn the SENSITIVITY control fully CLOCKWISE.
2. Adjust the TUNING CONTROL, and any reaction somewhere near the frequency required is tuned in.
3. Adjust the AERIAL TRIMMER for the loudest reception.
4. Adjust the REACTION control to the position either just BEFORE or just AFTER the point of oscillation according to whether R.T. or C.W. signals are to be received.
5. Refer to the calibration scale on the Coil Unit and move the TUNING CONTROL to the setting given for the desired frequency. If the station is not heard at once, search to and fro around the setting given.
6. If necessary, readjust the SENSITIVITY control to get comfortable volume.

NOTES.

- (1) Always disconnect the Battery Plug when the receiver is not being used.
- (2) Always leave one Coil Unit on the receiver in order to protect the pin contacts.
- (3) When changing Coil Units care should be taken to keep the Unit straight and in line with the receiver, in order to avoid bending and straining the pins.
- (4) It is desirable, although not essential, that the battery be disconnected when changing Coil Units.
- (5) About 30 hours operation can be expected from each battery.
- (6) If the REACTION control has to be turned almost fully clockwise before the set oscillates as indicated by the "plop-and-buzz" it is an indication that the battery is becoming run down.
- (7) An Earth connection is not essential if a good aerial is available, but it may be useful when signals are weak.



Le chef d'orchestre de ce réseau en partie éponyme est le comte Wysogota-Zakrzewski, alias *Georges*, évadé au début de la guerre du train de prisonniers qui le convoyait de Pologne en Allemagne. Soutenu par de nombreux prêtres polonais mais aussi des religieux d'autres nationalités comme l'abbé Weil, aumônier des Alsaciens-Lorrains réfugiés à Lourdes⁵¹, il constitue l'épicentre d'un réseau de renseignement et d'évasion qui utilise les lignes de fuite partant de la Bigorre vers Bielsa via Bagnères-de-Bigorre, l'Oule et Aragnouet ou par Arrens et la Pierre Saint-Martin. Pour les « colis » moins aguerris aux terrains montagneux, les itinéraires prioritairement empruntés longent les vallées béarnaises et basques par Arnéguy, Urepel, Saint-Etienne-de-Baïgorry et Uhart-Cize, où les fugitifs sont notamment pris en charge par le passeur et montagnard expérimenté Barthélémy Dronde, facteur à Saint-Engrâce⁵².

Plus à l'Est de la chaîne pyrénéenne, il faut signaler une organisation secrète longtemps occultée, le réseau *Wi-Wi* piloté par l'*Office of Strategic Services* (OSS) centré sur le Couserans ariégeois⁵³. Précisons que cette nouvelle branche des services secrets américains créée en juin 1942⁵⁴ a pour principal instigateur, William J. Donovan, proche conseiller de Roosevelt, qui a effectué plusieurs missions en Espagne durant la guerre civile et après la victoire franquiste avant de convaincre son président de fonder un réseau de renseignement à la fois plus centralisé et plus efficace. En Europe, ce nouveau service est innervé notamment par les ambassades et consulats américains en Espagne, au Portugal et en Angleterre. Ce réseau *Wi-Wi* est donc créé à l'initiative de Jean-Marie Morère, originaire de Soueix en Ariège, mais domicilié à Marseille lorsqu'il décide, écœuré par la fascisation du régime de Vichy, de démissionner de la police en mars 1943. Après avoir tenté vainement de traverser l'Espagne pour rejoindre les forces françaises en Afrique du Nord, il rencontre à l'ambassade américaine de Madrid l'agent Jack Pratt qui lui demande « d'établir une ligne de renseignements et surtout une

51 José CUBERO, *Les Hautes-Pyrénées dans la guerre...*, op. cit., p. 143.

52 Claude LAHARIE, « Wisigoth-Lorraine », en ligne sur bpsgm.fr, publié le 10 juin 2015.

53 Fabrizio CALVI, *OSS. La guerre secrète en France, les services spéciaux américains, la Résistance et la Gestapo 1942-1945*, Hachette, 1990, p. 17.

54 Cette organisation succède au COI (*Coordinator of Information*) créé en juillet 1941. Ses débuts sont assez laborieux, à la fois en raison d'une certaine inexpérience et d'une coopération chaotique avec les services britanniques. Sur ce point cf. Olivier WIEVIORKA, *Une histoire de la résistance en Europe occidentale*, Perrin, 2017, p. 109-114.

filière de passage permettant la transmission vers Madrid du “matériel collecté” ou pour faire passer en sens inverse les questionnaires de recherche des Américains⁵⁵ ». Revenu à Marseille, Morère sous le pseudonyme de *Pierre Vidal*, structure son organisation en s'appuyant sur ses connaissances ariégeoises et des passeurs fiables comme Roger Rieu côté français et Manel Vidal côté espagnol. Dès lors, la filière *Mor* associée à l'OSS qui convoie messages, armes et agents reste active jusqu'à la Libération⁵⁶.

Dans les Pyrénées orientales, hormis les activités des réseaux *Alliance* et *Pat O'Leary* déjà évoqués, on peut signaler la ligne luxembourgeoise *Charlotte*⁵⁷ animée par Louis Knaff⁵⁸ basé à Montpellier, et son collègue de la Croix-Rouge le chirurgien Charles Marx⁵⁹ qui en décembre 1940, a pris la direction de la clinique de Quillan dans l'Aude au pied des Pyrénées⁶⁰. Ils s'appuient notamment sur l'ancien ministre Antoine Funck et ses relations en France pour procurer des papiers à des réfugiés luxembourgeois, puis les convoyer en Espagne à destination des États-Unis. Travaillant de concert avec le réseau britannique *Mithridate*⁶¹, le docteur Marx est contacté en octobre 1942 par Pierre Bouriez du réseau *Sabot*, rattaché à la Sûreté de l'État, nom des services secrets belges repliés à Londres⁶². L'objectif pour Bouriez est l'évacuation vers l'Espagne d'un certain nombre de ses compatriotes⁶³ mais aussi le maintien du contact avec les antennes de la Sû-

55 Claude DELPLA, « Le réseau Wi-Wi (OSS), un réseau de renseignements franco-américain (1943-1944) », *Bulletin de la Société ariégeoise. Sciences, Lettres et Arts*, 1989, p. 9-16

56 Annie RIEU-MIAS, « Le réseau Wi-Wi (OSS), une organisation militaire de renseignements franco-américains et sa filière résolument couserannaise et transfrontalière (1943-1944) », dans Josep Calvet BELLERA, Annie RIEU-MIAS, Noemi RIUDOR GARCIA, *La Bataille des Pyrénées. Réseaux d'information et d'évasion alliés transpyrénéens. Ariège-Catalogne-Andorre*, Le Pas d'oiseau, 2013, p. 42-44.

57 Concernant ce réseau, nous remercions Gérard Arboit pour les précieuses indications et références qu'il nous a transmises.

58 Service historique de la Défense, Terre, 2000 Z 205 4027, Louis Knaff, États des services, 10 mai 1967.

59 *Ibid.*, Arch. définitives, Défense, 40 LN 1849/3286199.

60 Archives nationales du Luxembourg, AE-AP-0241, Marx à Funck, 5 octobre 1940.

61 *Ibid.*, Fonds Deuxième Guerre mondiale, Charles Reiffers, Reiffers à Bressac, 06/12/1957.

62 Emmanuel DEBRUYNE, *La maison de verre. Agents et réseaux de renseignements en Belgique occupée. 1940-1944*, Université catholique de Louvain, 2005-2006, p. 322.

63 Archives nationales, 72 AJ 80/5, Werner à Ugeux, 10 août 1943.

reté à Barcelone et à Lisbonne⁶⁴. Dans cette ville, se trouve aussi le représentant du *Bureau Inlichtingen*, le service de renseignement hollandais en exil, Henri Maas Geesteranus⁶⁵, qui entretient des rapports étroits avec les services belges et luxembourgeois. Si l'on y ajoute tous les services déjà mentionnés dans la capitale portugaise, on peut accrédi- ter l'image d'une cité pétrie de secrets et d'intrigues, un véritable « nid d'espions » mais qui est aussi la dernière porte de l'exil pour des milliers de réfugiés⁶⁶.

Coups d'éclat, coups durs et coups tordus

Avant d'évoquer certaines actions glorieuses ou à l'inverse quelques affaires plus malheureuses, troubles et parfois sordides, il faut insister ici sur les conditions qui ont permis que l'activité des services de renseignement et d'évasion soit si intense à la frontière pyrénéenne. Tout d'abord, dans bien des endroits, de la Bidassoa au Perthus en passant par les reliefs du centre de la chaîne, les Pyrénées ne constituent pas une barrière infranchissable. Si les risques de la montagne constituent une source de danger permanent, d'autant plus pour les fugitifs expérimentés, la surveillance élastique, à l'origine de conflits déjà soulignés entre autorités allemandes et françaises, ne rendait pas impossible la traversée. Certains agents ou passeurs comme François Vignole ou Gérard de Clarens ont par exemple renouvelé la traversée plusieurs dizaines de fois⁶⁷.

Par ailleurs, si les passages ont été nombreux comme dans les Alpes helvétiques, c'est que de l'autre côté des Pyrénées se trouvait un État, l'Espagne franquiste, qui, à l'instar de la Suisse n'a pas largement ouvert ses portes, loin de là, mais n'a pas non plus empêché à tout prix la circulation des réfugiés, des juifs fuyant le nazisme, des évadés de France ou encore des agents secrets originaires des différents États alliés⁶⁸. Les louvoiements du régime franquiste entre 1939 et

64 *Ibid.*, p. 325.

65 Nationaal Archief, Den Haag, Ministerie van Justitie, Directoraat-Generaal voor de Bijzondere Rechtspleging (DGBR), nummer toegang 2.09.08, inventarisnummer 1.2.2.1.3.215.

66 Cf. Neill LOCHERY, *Lisbon. War in the shadows of the city of light, 1939-1945*, Public Affairs, 2011.

67 J.-A. SICARD, *François Vignole, le pyrénéen*, 1994 et ADHP, archives de Gérard de Clarens 136 J 1 et 136 J 16.

68 Cf. Michel CATALA, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible (1939-1944)*, L'Harmattan,

1942 commencent effectivement à être bien connus. La dette originelle contractée auprès d'Hitler a engendré tout d'abord une « non-belligérance », par bien des aspects complaisante vis-à-vis de l'Allemagne nazie. Puis, le sort des armes devenant moins favorables aux forces de l'Axe, une nouvelle forme de neutralité s'est progressivement imposée servant secrètement et de façon croissante les intérêts des Alliés⁶⁹.

La fameuse entrevue d'Hendaye du 23 octobre 1940 avait déjà constitué un sérieux refroidissement des relations entre Franco et Hitler tant leurs intérêts stratégiques, politiques, économiques étaient divergents, en particulier concernant la situation de Gibraltar sous contrôle britannique. Dès la fin de l'année 1942 et encore davantage en 1943, le « chaqueteo », le retournement de casaque⁷⁰, ne fait plus mystère à tel point qu'Hitler envisage même l'invasion de l'Espagne à travers une opération jamais mise en œuvre nommée *Gisela*⁷¹.

Ambassades, consulats, antennes nationales de la Croix-Rouge, entreprises installées en Espagne servent ainsi de centres de coordination ou de simples relais aux activités des services secrets, de façon très limitée au début du conflit, puis de manière beaucoup plus intensive à partir de 1942-1943. Frontalier avec l'Espagne, le Portugal de Salazar a constitué encore moins que l'Espagne franquiste un facteur de blocage aux activités des services secrets⁷². Le dirigeant portugais était essentiellement préoccupé par des buts économiques et l'objectif de maximiser les profits liés à son statut d'État neutre. Ainsi, tout au long de la guerre, il

1997. Pour la Suisse : cf. Christian ROSSÉ, *Guerre secrète en Suisse. 1939-1945*, Nouveau Monde Éditions, coll. « Le grand jeu », 2015.

69 Michel CATALA, « Non-belligérance et neutralité de l'Espagne pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, n°194, 1999, p. 101-116.

70 Il faut préciser que ce retournement diplomatique a été aussi bien aidé par l'accord commercial trouvé au printemps 1943, entre Franco et les autorités françaises présentes à Alger, autorisant à nouveau l'importation par l'Espagne de phosphates marocains. Cf : Michel CATALA, « L'exil français en Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale. 1940-1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°67, 2002, p. 81.

71 David WINGEATE PIKE, « Aspects nouveaux du rôle de l'Espagne dans la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 19, n°3, juil.-sept., 1972, p. 516.

72 On peut rappeler par exemple que du 12 septembre au 19 octobre 1941, Jean Moulin se trouve à Lisbonne et y rencontre des membres du SOE (*Special Operations Executive*) qui l'acheminent à Londres le 20 octobre où il rencontre Passy puis de Gaulle. Cf. Michael R. D. FOOT, Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *Des Anglais dans la Résistance...*, op. cit., p. 273-274.

cherche à préserver un équilibre précaire entre les Alliés et l’Axe, et plus particulièrement entre le Royaume-Uni, son allié traditionnel et puissance maritime incontestée, et l’Allemagne nazie, qui pendant un temps domine l’Europe continentale⁷³. Il poursuit la même politique de non-intervention, centrée sur les seuls intérêts stratégiques de son pays et la stabilité de l’*Estado Novo*, pour ce qui est des réfugiés, notamment juifs, qui convergent vers le Portugal à l’été 1940 et après l’occupation par les troupes allemandes de la zone Sud en novembre 1942⁷⁴.

Dans ce contexte, il faut se montrer précautionneux et vigilant, avoir un peu de chance parfois, pour ne pas être arrêté puis incarcéré sur le territoire espagnol, ou pire, refoulé puis être livré aux autorités françaises, et dans les cas les plus funestes, aux *Gebirgsjagers*. Le plus grand danger lors du franchissement des Pyrénées est constitué par les patrouilles allemandes à travers lesquelles les passeurs aguerris comme les apprentis montagnards doivent se faufiler⁷⁵. Souvent flanquées de chiens renifleurs, elles traquent sans répit ni merci les membres des réseaux et leurs potentiels « clients »⁷⁶. Les agents de passage aussi bien que les membres des services spéciaux rivalisent alors de bravoure et d’ingéniosité pour faire passer « colis », courriers, et armes.

Par exemple, on peut revenir sur le parcours de Roger Rieu, passeur du réseau *Wi-Wi* lié à l’OSS, principalement implanté en Ariège. Lors des contrôles, il a pris l’habitude de justifier ses allers-retours réguliers entre Seix ou Couflens, communes frontalières de l’Espagne, et Saint-Girons, où il livre les courriers dans les toilettes d’un café, par le paludisme qu’il a contracté du temps de son service militaire en Afrique. Cette affection qui lui provoque des crises répétées l’oblige à des consultations médicales très fréquentes chez le docteur Lagorce⁷⁷... Dans un entretien réalisé en 1992, Roger Rieu témoigne que lors d’un « contrôle musclé », il parvient même à susciter chez le redouté capitaine Dreyer qui dirige la *Gestapo*⁷⁸

73 Filipe RIBEIRO DE MENESES, « Salazar face à la Shoah », *Revue d’Histoire de la Shoah*, vol. 203, n°2, 2015, p. 274.

74 *Ibid.*, p. 255-276.

75 Émilienne EYCHENNE, *op. cit.*, p. 43-100.

76 Lettre adressée par le capitaine de vaisseau Jacques de Flichy après son franchissement des Pyrénées grâce au réseau *Sarrazin* en septembre 1943, cité dans Thomas FERRER, *Passeurs et évadés dans les Pyrénées. Franchir la frontière franco-espagnole durant la Seconde Guerre mondiale*, Éditions Cairn, 2018, p. 123.

77 Annie RIEU-MIAS, *op. cit.*, p. 50-51.

78 Abréviation de *Geheime Staatspolizei* (police secrète d’État).

de Saint-Girons une forme de compassion devant son état de santé calamiteux⁷⁹...

De façon classique, les courriers sont alors souvent dissimulés dans le guidon, le cadre ou la pompe à air de son vélo. Ce sont des pratiques très audacieuses mais que corroborent de nombreux autres témoignages illustrant la créativité, la fougue peut-être l'inconscience juvénile, d'agents tout juste adultes recrutés, directement ou indirectement, par les services spéciaux des forces alliées⁸⁰. Alors qu'il doit convoier un pistolet en pièces détachées de Saint-Girons à Couflens, Roger Rieu a l'idée de prendre un bus de ligne et de dissimuler l'arme dans un panier de cerises qu'il dépose sur les genoux d'une amie. Le trajet se déroule sans encombre ce qui fera dire à Marcel Carrère, très jeune membre du réseau lui aussi, que Roger Rieu était aussi téméraire que prudent, y compris lorsqu'il traversait la montagne :

« Malgré la neige, les tempêtes, le brouillard, le froid, il ne manqua aucun courrier. Véritable isard, il savait deviner le danger et, connaissant à fond sa montagne, il n'hésitait pas à changer de sentier ou à s'arrêter, pour éviter l'accident⁸¹. »

Ainsi, dans une période où les services de renseignement cherchent à recruter à tour de bras, la valeur mais aussi la confiance accordée n'attend pas le nombre des années puisque Roger Rieu, à peine âgé de 23 ans en 1943 devient très rapidement un agent P2, et il est rémunéré pour chaque passage réussi⁸². Les responsables du réseau n'ont pas eu à le regretter car Roger Rieu n'a pas été pris et n'a jamais trahi. Il a permis avec son relais côté espagnol, Manel Vidal, de transmettre aux Alliés des informations sur les avions torpilleurs Focke-Wulf stationnés à Salon-de-Provence, mais aussi le plan complet des champs de mines mouillées par les Allemands tout le long du littoral, de la frontière italienne jusqu'à Marseille. Ces informations qui ont transité par Madrid puis Alger ont eu un rôle non négligeable dans la réussite de l'opération *Dragoon*, c'est à dire le débarquement en Provence du 15 août 1944⁸³. Toutefois, si cette filière *Mor* a connu ses coups d'éclat, elle a eu aussi ses coups durs comme lorsque le 13 septembre 1943, l'antenne marseillaise du réseau subit une vague d'arrestations qui conduit

79 Annie RIEU-MIAS, *op. cit.*

80 Sébastien ALBERTELLI, *op. cit.*, p. 181.

81 Annie RIEU-MIAS, *op. cit.*, p. 51.

82 Cahier de mémoire de Marcel Carrère, p. 33.

83 Annie RIEU-MIAS, *op. cit.*, p. 67-68.

pas moins de six membres de l'organisation en déportation dont l'un d'entre eux, Joseph Paul, n'en est jamais revenu⁸⁴.

Les activités de renseignement étaient consubstantielles d'un danger permanent qu'il fallait apprendre à dominer. Ainsi, avant de les envoyer sur le terrain, des stages courts mais intensifs, et d'une rigueur toute militaire, sont imposés aux jeunes recrues du SOE⁸⁵ et du BCRA⁸⁶. S'il ne fallait pas manquer de courage et de compétences militaires, les agents de renseignement comme d'action devaient être aussi capables de vivre dans le stress quotidien et l'isolement permanent liés à la clandestinité. Pour ceux qui les côtoyaient sans connaître forcément le détail de leurs activités, cela en faisait des personnages pleins de secret et de mystère comme en témoigne le portrait de Gérard de Clarens, membre du réseau *Sarrazin-Andalousie* lié au BCRA, par l'architecte Alex Colladant, qui l'a croisé lors d'un moment de répit à la Casa Velázquez à Madrid, en février 1944 (voir page suivante).

Par ailleurs, les agents qui franchissent régulièrement les Pyrénées doivent être dotés de capacités de résistance physique et psychologique élevées, notamment en cas de poursuite, d'arrestation, d'interrogatoire, et éventuellement d'internement ou d'incarcération. Parmi tous ceux qui ont eu à traverser les Pyrénées, les uns pour se rendre à Gibraltar ou à Lisbonne, les autres pour remettre leurs courriers dans les consulats ou ambassades de Madrid, Barcelone ou Saragosse, ils sont nombreux à avoir croisé le chemin de la *Guardia Civil* et connu une période plus ou moins longue d'internement dans les *balnearios* comme à Cestona au Pays basque ou celui d'Alhama de Aragón et surtout dans le tristement célèbre camp de Miranda de Ebro, situé entre Bilbao et Burgos. Républicains espagnols, réfugiés, évadés de France, agents des services spéciaux, des milliers de personnes sont passées par ce camp qui ne fermera qu'en 1947. Les détenus connaissent alors les affres de la vie concentrationnaire : la promiscuité, l'hygiène déplorable, les épidémies et parfois les coups⁸⁷...

Robert Belot qualifie le camp de « Babel de violence et d'indifférence ⁸⁸»

84 *Ibid.*, p. 69.

85 Michael R. D. FOOT, Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *Des Anglais dans la Résistance...*, *op. cit.*, p. 117-124.

86 Sébastien ALBERTELLI, *Les services secrets...*, *op. cit.*, p. 176.

87 Cf. Robert BELOT, *Aux frontières de la liberté...*, *op. cit.*, p. 272-305.

88 *Ibid.*, p. 289.

mais insiste surtout sur l'aspect dantesque des latrines ou de certains dortoirs surpeuplés. Hormis la vermine qui s'imisce partout, la qualité de l'eau et la gestion des sanitaires sont tellement déplorables que Sébastien Barrère, à l'appui de différents témoignages, évoque des scènes indescriptibles tant elles sont indignes sur le plan humain⁸⁹. Ainsi, une forme de dysenterie spécifique, particulièrement sévère, la « mirandite » sévit chez la plupart des internés et génère un affaiblissement mortel pour certains. Des agents des services spéciaux, plus ou moins connus ont eu à subir ce séjour certes temporaire mais fort désagréable : Georges Bidault ou Daniel Cordier parmi les plus célèbres, tous deux liés au BCRA mais aussi figures éminentes du CNR⁹⁰, l'ancien député socialiste et futur président du gouvernement provisoire Félix Gouin arrêté et interné à l'été 1942⁹¹ avec Max Hymans⁹², qui a reçu et hébergé le premier agent envoyé par la section F du SOE⁹³, Bob Sheppard et Vera Leigh du SOE⁹⁴, ou encore Maurice Dubois, membre des réseaux belges *Luc* et *Zéro*, qui après sa sortie du camp en novembre 1942 prend la tête de l'antenne de la Sûreté de l'État à Lisbonne jusqu'en août 1944⁹⁵. Pour ces agents, comme pour d'autres plus anonymes, la sortie du camp ne pouvait être obtenue qu'au bout de quelques semaines voire plusieurs mois, au prix de tractations diplomatiques ou humanitaires diverses et parfois complexes. Beaucoup de Français mentent sur leur âge, simulent une maladie ou encore se

89 Sébastien BARRÈRE, *Pyrénées, l'échappée vers la liberté. Les évadés de France*, Éditions Cairn, 2005, p. 119.

90 José Angel FERNÁNDEZ-LÓPEZ, *Historia del campo de concentración de Miranda de Ebro, (1937-1947)*, Edición Miranda de Ebro, 2003.

91 GOUIN Félix par Antoine OLIVESI, version mise en ligne sur maitron.fr le 2 février 2009, dernière modification le 12 septembre 2017.

92 Michael R. D. FOOT, Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *Des Anglais dans la Résistance...*, op. cit., p. 250-251.

93 Le SOE (*Special Operations Executive*) est fondé à Londres en juillet 1940 à l'initiative de Winston Churchill pour mener en Europe une guerre subversive. La consigne est claire : « *Set Europe ablaze* », selon l'expression du 1^{er} ministre anglais. Une section F est rapidement constituée pour préparer des missions en France, théoriquement dans une stricte indépendance vis-à-vis du BCRA. Mais faute d'agents, les Britanniques créent en 1941 une autre section, appelée RF, avec une coopération en principe plus étroite avec les services de renseignement gaullistes. Sur ce point, cf. Olivier WIEVIORKA, *Une histoire de la résistance...*, op. cit., p. 148-150 et Sébastien ALBERTELLI, *Les services secrets...*, op. cit., p. 262-272.

94 Michael R. D. FOOT, Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *Des Anglais dans la Résistance...*, op. cit., p. 151 et p. 411.

95 Emmanuel DEBRUYNE, op. cit., p. XIII.

font passer pour des Canadiens, Belges, Australiens ou Anglais⁹⁶. Les ambassades de ces pays sont en effet les plus actives et efficaces pour les faire libérer durant la première partie du conflit.

Toutefois, comme nous l’avons signalé, les libérations s’accélérent à partir de 1942-1943, la « bissectrice » de la guerre, selon l’expression d’Henri Michel. En effet, les perspectives de victoire finale s’éloignent pour les nazis, avec leurs premières défaites sur tous les fronts. Par ailleurs, les marges de manœuvre des services français s’accroissent, avec le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, l’arrivée du général de Gaulle à Alger en mai 1943 et la réorganisation des services de renseignement. Tous ces événements, à des degrés divers, entraînent l’inflexion diplomatique du régime franquiste en faveur des Alliés⁹⁷.

Si Franco s’est illustré pendant la Seconde Guerre mondiale par un jeu politique retors qui lui permettra de se maintenir au pouvoir par la suite, il apparaît que les questions politiques ne sont pas absentes non plus de l’histoire des services de renseignement durant la Seconde Guerre mondiale. Les tensions entre les services anglais et français sont bien connues⁹⁸, tout comme les divergences entre le BCRA basé à Londres et les mouvements et réseaux présents en France⁹⁹, sans compter les rivalités entre giraudistes et gaullistes¹⁰⁰.

Georges Loustanau-Lacau dit *Navarre*, fondateur du réseau *Alliance*, fut en partie victime de ces intrigues nébuleuses. Recrutant dans les services de contre-espionnage de Vichy, proches d’anciens cagouleurs¹⁰¹ avérés ou supposés, devenus agents du BCRA comme Maurice Duclos ou Pierre Fourcaud¹⁰², il fait face à une grande méfiance de la part du général de Gaulle et se rapproche de l’IS en 1941. Par la suite, le réseau sous la direction de Marie-Madeleine Fourcade passe sous contrôle giraudiste et conservera une forme d’autonomie vis-à-vis des

96 François BROCHE, Georges CAÏTUCOLI, Jean-François MURACCIOLE (dir.), *La France au combat. De l’appel du 18 juin à la victoire*, Perrin, 2007, p. 770.

97 *Ibid.* p. 772-776.

98 Cf. Sébastien ALBERTELLI, *op. cit.*, p. 251-277.

99 Cf. Olivier WIEVIORKA, *Histoire de la Résistance. 1940-1945*, Perrin, 2013, p. 180-225.

100 Cf. Sébastien ALBERTELLI, *op. cit.*, p. 293-317.

101 La Cagoule est une organisation politique, paramilitaire et terroriste d’extrême-droite très active dans les années 1930 et responsable par exemple de l’assassinat des frères Rosselli, réfugiés et militants italiens antifascistes.

102 Sébastien LAURENT, « Les services secrets gaullistes à l’épreuve de la politique (1940-1947) », *Politix*, vol. 14, n°54, 2001. p. 148.

services gaullistes jusqu'à la Libération¹⁰³. *Navarre* qui louvoie en 1940-1941 entre Vichy, le SR gaulliste et l'IS est finalement arrêté, sur l'ordre du général Weygand, à Alger en mai 1941, alors qu'il tente de préparer un soulèvement de l'armée d'Afrique¹⁰⁴. Avec le soutien d'un commissaire de Vichy affecté à la Surveillance du Territoire et expert dans le double jeu, André Achiary, il parvient à s'évader et rejoindre Pau, sa ville natale. Il subit ensuite une série d'arrestations liées sans doute au cloisonnement difficile d'un réseau au cœur de tant d'intérêts divergents et de multiples infiltrations, dont celle d'Arthur Bradley Davies alias *Bla*, agent de l'IS en réalité au service de l'*Abwehr*¹⁰⁵.

Les agents doubles, que ce soit par conviction idéologique, appât du gain ou en raison de pressions diverses, sont, comme ailleurs, les bêtes noires des services de renseignement ou de passage dans les Pyrénées. Les chefs de réseaux essaient pourtant de s'en prémunir en prenant de nombreuses précautions lors de l'établissement de contacts, au moment du recrutement de nouveaux agents, quand ils recherchent des lieux d'hébergement, ou à l'occasion de missions menées conjointement avec d'autres organisations. Toutefois, le cloisonnement si rigoureusement recherché n'est pas si facile à réaliser lorsque l'on emprunte les mêmes sentiers. En effet, les spécialistes du franchissement clandestin ne sont pas innombrables non plus. Les cas de duplicité et de trahison émaillent donc l'histoire des services spéciaux, comme par exemple Adolphe Manet dit *Adolphe de Toulouse*. Les informations qu'il communique à l'*Abwehr* mènent le 28 février 1943 à l'arrestation, puis à la déportation, du chef du réseau belge *Sabot*, Pierre Bouriez, jusque-là très actif de part et d'autre de la frontière pyrénéenne¹⁰⁶.

Dans les Pyrénées, en raison notamment de quelques cas médiatisés et d'un climat de suspicion propre aux périodes de conflit mais aussi aux sorties de guerre où sévit l'« épuration »¹⁰⁷, une « légende noire » s'est progressivement construite autour des passeurs. Avant d'évoquer quelques cas avérés d'escroquerie ou de

103 Cf. Sébastien ALBERTELLI, *op. cit.*, p. 470-471.

104 François BROCHE, Georges CAÏTUCOLI, Jean-François MURACCIOLE (dir.), *La France au combat...*, *op. cit.*, p. 107.

105 Marie-Madeleine FOURCADE, *L'Arche de Noé*, tome 1, Fayard, 1971, p. 254.

106 Emmanuel DEBRUYNE, *op. cit.*, p. 322-323.

107 Cf. Peter NOVICK, *L'épuration française. 1944-1949*, Seuil, coll. « Points Histoire », 1991 ; Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON, *Histoire de l'épuration*, Larousse, 2010 ; Marc BERGÈRE, *L'épuration en France*, PUF, 2018.

trahison, il faut signaler plusieurs vérités attestées. Tout d’abord, si cette activité a pu nourrir quelques récits fantasmagiques, c’est en partie lié à sa dimension clandestine. Pour différents passeurs, ce n’était que le prolongement de la contrebande ou du braconnage¹⁰⁸. Par ailleurs, un autre point est souvent au cœur de la mythologie apologétique des passeurs ou à l’inverse de leur diabolisation accusatrice : la question de la rémunération. Certains passeurs occasionnels ne souhaitaient pas être payés¹⁰⁹. Mais la majorité d’entre eux, étant donné les risques, et parfois, l’abandon partiel ou total de leurs activités professionnelles, ont perçu des indemnités versées par les services secrets alliés, ou directement, par les personnes à convoier¹¹⁰.

Dans un cas comme dans l’autre, les sommes avoisinaient les 10 000 francs de l’époque sachant que le salaire mensuel moyen d’un ouvrier oscille alors en France entre 1 500 et 2 000 francs¹¹¹. Mais dans certains cas, des passeurs, devinant la situation d’urgence des « colis » convoyés ou supposant qu’ils accompagnent des personnes très fortunées, n’hésitent pas à faire monter les prix jusqu’à 50 000 francs ou plus¹¹². Toutefois, il apparaît que les passeurs affiliés à des réseaux constitués, d’autant plus lorsqu’ils sont reliés aux services de renseignement et d’action tels le SOE, le BCRA ou l’OSS sont généralement très fiables. Les responsables de ces organisations sont en effet particulièrement prudents au moment du recrutement de ces agents qui jouent un rôle primordial. De plus, les passeurs connaissent le fonctionnement, par bien des aspects militaires, de ces réseaux. Ils savent donc que toute trahison entraînera pour eux des conséquences funestes...

Ainsi, c’est surtout parmi les passeurs occasionnels, les « passeurs d’opportunité » que l’on trouve la plupart des escrocs qui abandonnent, trahissent ou dépouillent leurs « clients ». Le tableau comme souvent n’est donc ni tout blanc, ni tout noir, il est gris et plutôt gris clair¹¹³. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les passeurs eux-mêmes ont payé un lourd tribut puisque sur les 2500 passeurs ou

108 Edward STOURTON, *Le chemin de la liberté. Échapper à Hitler à travers les Pyrénées*, Ixelles, 2013, p. 247-264.

109 Thomas FERRER, *op. cit.*, p. 137.

110 Émilienne EYCHENNE, *op. cit.*, p. 147-151.

111 Annie RIEU-MIAS, *op. cit.*, p. 47 et Émilienne EYCHENNE, *op. cit.*, p. 150-151.

112 Thomas FERRER, *op. cit.*, p. 136-137.

113 Émilienne EYCHENNE, *Montagnes de la peur et de l’espérance*, Privat, 1980, p. 52. et Thomas FERRER, *op. cit.*, p. 139.

agents de passage recensés par Émilienne Eychenne sur l'ensemble de la chaîne, près de 160 sont morts soit en opération, soit fusillés, soit en déportation et plus de 1 000 ont été inquiétés à différents degrés, pour une quarantaine de « brebis galeuses » c'est-à-dire moins de 2 % de l'ensemble¹¹⁴.

Cependant, il y eut effectivement quelques affaires assez sombres. L'une d'entre elles a défrayé la chronique après-guerre : le procès en 1953 du passeur espagnol Lazare Cabrero. Ce dernier est accusé d'avoir achevé d'une balle dans la tempe Jacques Grumbach, militant socialiste et résistant, qui en novembre 1942, ne parvenait plus à suivre son groupe d'évasion dans les Pyrénées ariégeoises. Le procès fut particulièrement médiatisé car Jacques Grumbach était le frère d'un réalisateur en pleine ascension dans les années 1950, Jean-Pierre Melville, qui a pris ce pseudonyme à son arrivée à Londres en 1943 avant de partir combattre en Italie et en Provence. Les dénégations de Cabrero, les services qu'il avait pu rendre à la Résistance et le contexte mémoriel de cette époque ont finalement débouché sur un acquittement¹¹⁵.

Ce ne fut pas le cas pour le passeur qui a livré aux Allemands les 17 juifs arrêtés à Chaum dans les Hautes-Pyrénées le 3 juin 1944, parmi lesquels huit enfants et adolescents. Il fut exécuté quelques semaines plus tard mais seulement deux des 17 personnes qu'il avait trahies reviendront de déportation¹¹⁶. Enfin, malgré toutes les précautions, les agents doubles peuvent s'infiltrer même dans des réseaux rigoureusement organisés comme le réseau *Maurice* lié au BCRA. Actif à partir de 1943 sur l'ensemble de la chaîne et en particulier dans les Basses-Pyrénées, il assure l'évacuation de militaires vers Alger mais aussi la transmission de renseignements. Cependant, à l'été 1943, le « retournement » d'un passeur espagnol entraîne une vague d'arrestations en particulier sur la ligne Navarrenx-Tardets-Arette mais également dans les chantiers d'altitude où les réseaux avaient l'habitude de recruter des agents de passage parmi les ouvriers espagnols¹¹⁷.

114 Émilienne EYCHENNE, *Pyrénées de la liberté...*, *op. cit.*, p. 191.

115 Josep Calvet BELLERA, « La principauté d'Andorre, l'épicentre des réseaux d'évasion et des passeurs », dans Josep Calvet BELLERA, Annie RIEU-MIAS, Noemi RIUDOR GARCIA, *op. cit.*, p. 171-174.

116 Thomas FERRER, *op. cit.*, p. 138.

117 Émilienne EYCHENNE, *op. cit.*, p. 160-161.

*Les Hautes-Pyrénées**Des passages difficiles mais une activité intense*

Du fait de la configuration topographique les passages ont été plus nombreux et l'activité de renseignement plus intense aux extrémités de la chaîne pyrénéenne, dans les Basses-Pyrénées ou les Pyrénées-Orientales¹¹⁸. Cependant, la partie centrale de la frontière franco-espagnole illustre aussi les différentes caractéristiques et les enjeux de l'action des services secrets, en lien avec les réseaux locaux, le long d'un relief qui rend les déplacements plus difficiles certes, mais qui d'une certaine manière protège aussi. Ainsi, le département des Hautes-Pyrénées s'inscrit bien dans la dimension internationale des organisations de renseignement et d'action présentes le long de la frontière pyrénéenne puisque l'on y trouve aussi bien des réseaux polonais, belges ou français, liés au SOE, mais aussi au BCRA. Par exemple, nous avons déjà mentionné le réseau polonais *Wisi-goth-Lorraine*, bien ancré à Lourdes autour du comte Wyssogota-Zakrzewski et d'un certain nombre de prêtres de différentes nationalités qui passent inaperçus dans la cité mariale. Le cardinal polonais August Hlond est même un temps réfugié dans cette ville et il y subit une surveillance allemande très stricte¹¹⁹. Cette situation délicate ne l'empêche pas de contribuer aux *Cahiers du Témoignage chrétien* de Pierre Chaillet, diffusés clandestinement, et dans lesquels il dénonce notamment les atrocités subies par les juifs en Pologne dans un numéro datant de 1943¹²⁰.

Pour les Belges, plusieurs réseaux et sous-réseaux qui se croisent, s'interpénètrent et se succèdent parfois sont actifs comme *Sabot*, *Luc*, *Marc* notamment en lien avec l'antenne de la Sûreté à Lisbonne. Toutefois, on peut s'arrêter sur le rôle de Louis Lambert, originaire de Liège et membre, parmi d'autres, du réseau *Benoît*, une organisation qui elle aussi nage en eaux troubles et se rapproche un temps des services secrets de Vichy avant de nouer un partenariat plus clair et solide avec le BCRA gaulliste à partir de 1943¹²¹. Spécialisé dans l'évacuation de militaires et le recrutement de jeunes Belges réfugiés dans le Midi, Louis Lambert participe également à la transmission de courriers ce qui le rend assez vite

118 *Ibid.*, p. 287.

119 ADHP, 14 W 64.

120 *Cahiers du Témoignage chrétien*, « Défi », XIII-XIV, 1943.

121 Emmanuel DEBRUYNE, *op. cit.*, p. 894.

suspect aux yeux de la police locale mais aussi du secrétariat général de la police de Vichy¹²². Toutefois, il bénéficie de l'appui d'un inspecteur de police au parcours très controversé, Casimir Conso¹²³, qui a parallèlement livré des armes, des fausses pièces d'identité et de nombreux renseignements à la résistance locale et notamment au réseau *Sarrazin-Andalousie* de Gérard de Clarens¹²⁴.

Par ailleurs, dès l'annonce de la défaite militaire en France, les services anglais cherchent à trouver des relais dans le piémont pyrénéen pour monter un réseau de renseignement, mais aussi d'évacuation des soldats britanniques à travers les Pyrénées. Ainsi, le colonel Egbert Rizzo alias *Edouard I* de la section DF¹²⁵ du SOE et Édouard Lorut dit *Gabriel*, agent de l'IS, rencontrent à Tarbes le restaurateur Gaston Hèches qui accepte la mission sans sourciller¹²⁶. La devise de la *Thomas-Line* qui double la *Robert-Line* établie dans les Pyrénées orientales devient ainsi : Chercher, Passer, Recevoir¹²⁷.

Pour construire ces lignes d'évasion, Gaston Hèches se met dès la fin de l'été 1940 en quête de contacts fiables et de lieux d'hébergement sûrs dans le grand Sud ainsi que de points de passage pour traverser la ligne de démarcation. Ceux-ci sont établis à Châteauroux où le contact est un garagiste dénommé Fleuret et à La Réole où la « bonne maison » est celle d'un officier de réserve, comptable dans le civil, Marcel Bajolle, alias *Casimir*. Les pérégrinations de Gaston Hèches devenu *Thomas* puis *Tristan* aux côtés de *Gabriel* leur permettent de tisser un réseau de contacts et de points d'accueil rigoureusement structuré¹²⁸. Pas moins de 15 communes sont concernées : Agen, Alès, Annecy, Bordeaux, Béziers, Carcassonne, Châteauroux, Estagel, Foix, La Réole, Montluçon, Perpignan, Quillan, Tarbes et Toulouse.

En outre, *Tristan* qui s'appuie notamment sur le réseau créé à l'hôpital de

122 ADHP, 20 W 4.

123 *Ibid.*

124 ADHP, archives de Gérard de Clarens, 136 J 30.

125 La section DF du SOE est spécialisée dans l'évacuation des militaires et agents britanniques.

126 Yazid ALILI, *Agents secrets britanniques dans les Hautes-Pyrénées*, Le solitaire, 2012, p. 205.

127 Association des Résistants de 40, *Les compagnons de Gastounet*, sans date, p. 16.

128 Une grande partie des informations présentées sur le réseau Hèches sont issues d'un témoignage de Denise Hèches, fille de Gaston, recueilli le 08/05/2017.

Tarbes autour de Anne-Marie Llobet et Marcel Billières, reconnus tous deux Justes parmi les nations¹²⁹, est aussi l'un des principaux responsables d'un réseau Action qui travaille sous les ordres de la section F du SOE, et en particulier à partir de septembre 1941, du major puis colonel Maurice Buckmaster¹³⁰. Son principal contact est un jeune ingénieur électricien lorrain réfugié à Tarbes nommé Charles Rechenmann alias *Julien* ou *Raymond*¹³¹. Chargé dans un premier temps de préparer les parachutages d'armes ou d'appareils radio, ce groupe travaille en coopération avec un réseau bien implanté dans le Gers, *Wheelwright*, autre ramification du SOE créée en novembre 1942, par un officier britannique, George Starr¹³².

Dans l'un de ses témoignages, Gaston Hèches rappelait que dès l'année 1941, la *Thomas-Line* avait permis le passage des Pyrénées de 17 agents secrets en provenance ou à destination de Londres¹³³. Le long du parcours emprunté par ces derniers, il faut souligner l'importance des passeurs, pour certains espagnols, membres des GTE, souvent directement recrutés par *Thomas*, dont par exemple Salvador Sio-Martinez, Sebastian Calvo Sahun, ou encore Joseph Mélix, François Mur, sans oublier François et Marc Vignole¹³⁴. Ces derniers, parmi leurs activités clandestines multiples, étaient les vecteurs essentiels de « la postale », ligne spécialisée de la *Thomas-Line* pour le transport des courriers. Grand champion de ski¹³⁵, François Vignole, sous le pseudonyme *d'Isard*, chemine du lac Bleu au village espagnol d'Espierba en passant par le col d'Ourdegoun, le refuge Packe, la hourquette de Bugarret, la hourquette de Héas, le port de la Canau¹³⁶. Le relais est ensuite pris par Marc, son cousin, qui transporte les documents jusqu'au consulat d'Angleterre à Barcelone. Quand il s'agit d'un autre type de « colis », Marc les accompagne jusqu'à Bielsa où les fugitifs n'échappent pas toujours à la *Guardia civil*¹³⁶.

129 En ligne sur yadvashem-france.org (dossier 3315A et 3315), consulté le 10/02/2021.

130 Michael R. D. FOOT, Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *op. cit.*, p. 14.

131 Notice RECHENMANN Charles, par Dominique TANTIN, version mise en ligne sur maitron.fr le 5 décembre 2016, dernière modification le 12 mars 2020.

132 Michael R. D. FOOT, Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *op. cit.*, p. 311.

133 ADHP, *La Nouvelle République*, 21/09/1969.

134 Jean DUPUY, *La Résistance par ceux qui l'ont faite. 65 biographies de combattants FFI des Hautes-Pyrénées*, Éditions Cairn, 2019, p. 188-189.

135 J.-A. SICARD, *François VIGNOLE, le pyrénéen*, Éditeur non précisé, 1994.

136 Thomas FERRER, *Passeurs et évadés dans les Pyrénées...*, *op. cit.*, p. 117-118.



Illustration extraite du livre de témoignages :
Les compagnons de Gastounet

connexions avec celle-ci, le réseau *Sarrazin-Andalousie* de Gérard de Clarens est quant à lui affilié au BCRA. En fait, l'initiateur en est François Bistos alias *Franck*, militaire en « congé d'armistice », qui cherche à reconstruire un réseau solide dans le Sud-Ouest après les vagues d'arrestation qui ont frappé la *Confrérie-Notre-Dame* en 1943 et dont lui-même a failli être victime¹³⁸. C'est à cette occasion que François Bistos rencontre Gérard de Clarens alias *Claverie* qui l'aide à passer en Espagne en décembre 1943. L'objectif pour *Franck* est de rejoindre Londres afin de faire reconnaître officiellement les activités de son groupe re-

L'un des coups de maître de la *Thomas-Line* fut la livraison aux services britanniques des plans de la base de lancement de VI située près de Picquigny dans la Somme, grâce à l'ingéniosité et la bravoure de l'un des fidèles agents de Gaston Hèches, le cheminot Jean-Louis Verdoux. Après un parcours semé d'embûches depuis Bordeaux, il parvient à livrer les précieuses informations aux spécialistes du franchissement des Pyrénées cités plus haut, avant que celles-ci ne soient transmises à Londres¹³⁷.

À la fois parallèle à l'organisation construite par Gaston Hèches mais en réalité présentant de multiples

¹³⁷ Jean DUPUY, *La Résistance...*, op. cit., p. 191-192.

¹³⁸ ADHP, 136 J 29, témoignage de Michel Brenky, dit *Michel* conservé dans les archives personnelles de Gérard de Clarens.

construit sur les vestiges de la *Confrérie* et obtenir de l'aide afin de poursuivre les missions de renseignement et d'évasion.

Son voyage vers la capitale britannique est une véritable odyssee. *Franck* qui a alors 25 ans et *Claverie*, tout juste 21 ans, se retrouvent dans un premier temps à Lourdes chez Alice Carrazé, élément central de la filière de passage organisée par Gérard de Clarens¹³⁹. Après un voyage mouvementé en motocyclette, ils retrouvent le passeur basque très expérimenté, Michel Olazabal, à Meillon près de Pau. Un « taxi » discret les dépose en « zone interdite » près de Saint-Jean-Pied-de-Port via Jurançon, Navarrenx, Larceveau. Contournant Saint-Etienne-de-Baïgorry par le nord, les trois hommes traversent de nuit un cours d'eau, la Nive des Aldudes. Ils savent qu'ils doivent éviter le col d'Ispéguay où s'exerce une surveillance serrée. Ils passent ainsi au nord du col d'Aintziaga. La frontière est finalement traversée la nuit suivante. A l'aube, Olazabal, Bistos et De Clarens arrivent enfin à Elizondo. Pendant deux jours, ils se reposent au premier étage d'une « maison bienveillante » où le rez-de-chaussée sert de restaurant à la *Guardia civil* locale !

Michel Olazabal alerte alors le commandant Bézy à Madrid. Ce dernier est issu du SR Air, service de renseignements d'une armée de l'Air française en pleine recomposition entre héritages vichystes, influences giraudistes ou gaullistes. Dans un contexte d'intrigue et de combat des chefs au sommet du Comité français de libération nationale, il vient de remplacer le colonel Malaise, jugé trop favorable au général Giraud, à la tête de l'antenne madrilène du BCRA¹⁴⁰. Parmi ses multiples attributions, il coordonne avec Pierre Vuillet alias *Ippécourt* le réseau *Base Espagne*.

Cette structure regroupe en fait près d'une vingtaine d'organisations clandestines dont les missions essentielles sont le transfert de renseignements dans les deux sens, l'évacuation de personnalités politiques, de militaires, de pilotes abattus, de résistants « brûlés » de réfractaires au STO¹⁴¹ etc... Cette structure aux larges ramifications est basée à Madrid, calle San Bernardo, sous la couverture de

139 Les informations sur ce périple sont extraites des archives personnelles de Gérard de Clarens.

140 François BROCHE, Georges CAÏTUCOLI, Jean-François MURACCIOLE (dir.), *La France au combat...*, op. cit., p. 773-774.

141 Benoît LAULHÉ, *La Résistance dans les Basses-Pyrénées*, Master UPPA, 2001.

la délégation de la Croix-Rouge française dirigée par monseigneur Boyer-Mas. On peut ajouter que le commandant Bézy est lui-même définitivement remplacé à la tête de la *Base Espagne* par Pierre Vuillet le 1^{er} février 1944, sur décision du gaulliste Jacques Soustelle, nouveau chef des services spéciaux à Alger¹⁴².

Après la prise de contact d'Olazabal, François Bistos rencontre très rapidement le commandant Bézy qui le recommande au représentant personnel de Churchill auprès du SOE, Desmond Morton¹⁴³. Il atteint ensuite Séville en automobile puis traverse l'Andalousie jusqu'à Gibraltar avant de s'embarquer pour Londres. Il revient en France en mars 1944 à bord d'un Lysander, avec la mission de consolider et développer son réseau. En souvenir de l'odyssée qui l'a mené jusqu'en Angleterre, il baptise celui-ci *Andalousie*. De son côté, Gérard de Clarens, revenu en France, a repris ses activités d'agent de renseignement et de passeur en s'appuyant sur une partie de ses connaissances dans les villages de Gèdre ou de Gavarnie et sur des spécialistes de l'escalade, comme le jeune Georges Adagas. Pour les faux papiers, Gérard de Clarens est en contact avec un ancien camarade de lycée à Paris : Christian Deschars, lui-même en lien avec un responsable des éditions Larousse¹⁴⁴. A l'actif d'*Andalousie*, on peut noter la transmission des premiers renseignements concernant l'implantation dans le Sud-Ouest de la division SS *Das Reich* début avril 1944.

Au final, à l'échelle locale, même si Émilienne Eychenne a pu constater certaines rivalités entre réseaux, par exemple entre *Mécano* et *Andalousie*¹⁴⁵, il apparaît que les connexions sont multiples et que les passeurs de la *Thomas-Line* affiliés au SOE ont pu travailler pour le réseau *Andalousie* et inversement¹⁴⁶. Une des meilleures preuves de cette solidarité est l'opiniâtreté de Gérard de Clarens après-guerre pour intercéder auprès de Desmond Morton, afin de faire libérer Marc Vignole, arrêté et emprisonné en Espagne en 1944¹⁴⁷.

Ainsi, on peut affirmer, que de multiples acteurs, à des échelles variées, ont participé à la « bataille des Pyrénées » du renseignement, et plus largement des

142 Sébastien ALBERTELLI, *op. cit.*, p. 462-467.

143 Michael R. D. FOOT, Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *op. cit.*, p. 91.

144 ADHP, 136 J 29, témoignage de Michel Brenky, dit *Michel* conservé dans les archives personnelles de Gérard de Clarens.

145 Émilienne EYCHENNE, *Montagnes de la peur...*, *op. cit.*, p. 84.

146 *Ibid.* p. 93 et archives privées de Gérard de Clarens.

147 ADHP, 136 J 1.

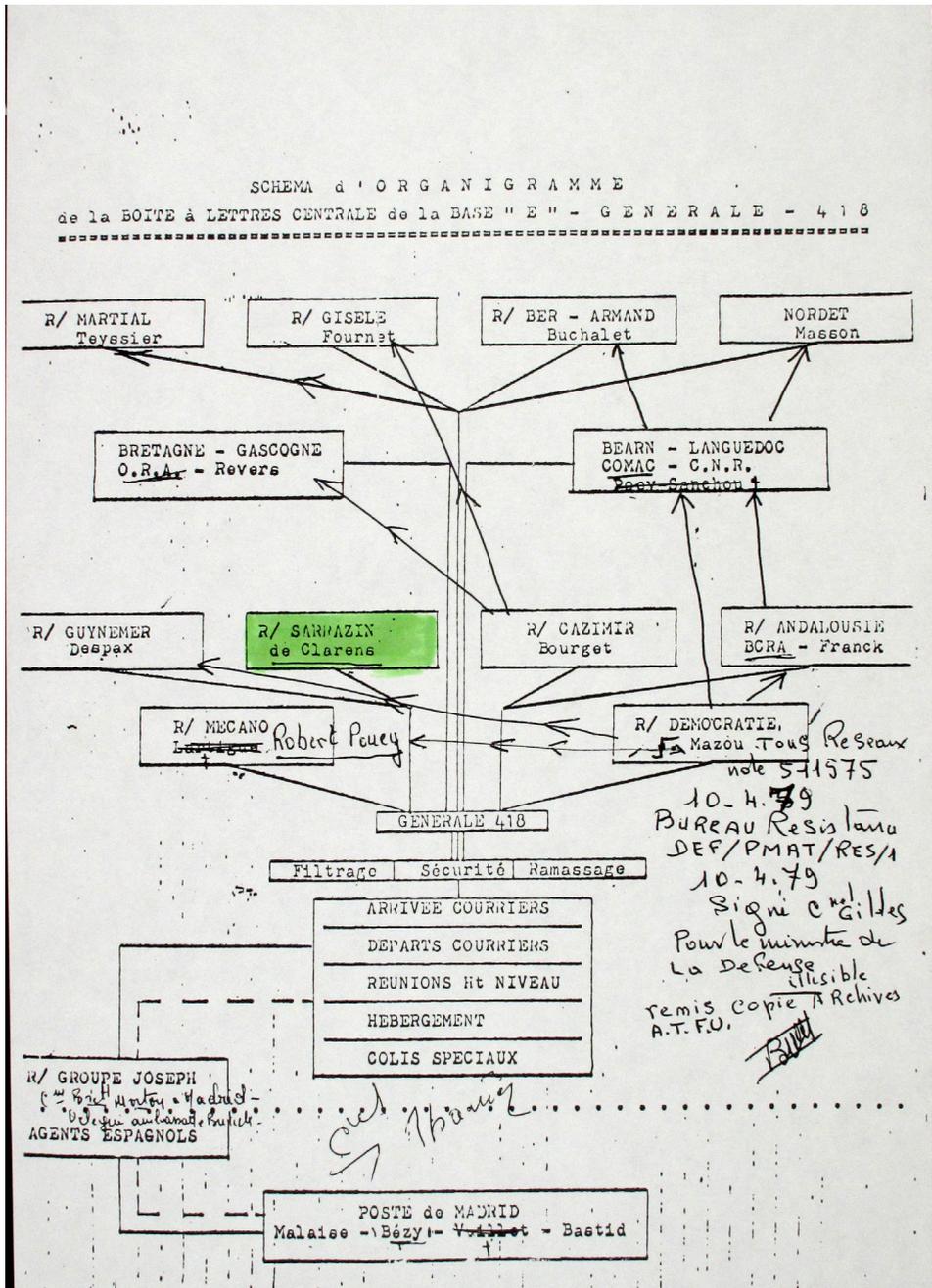
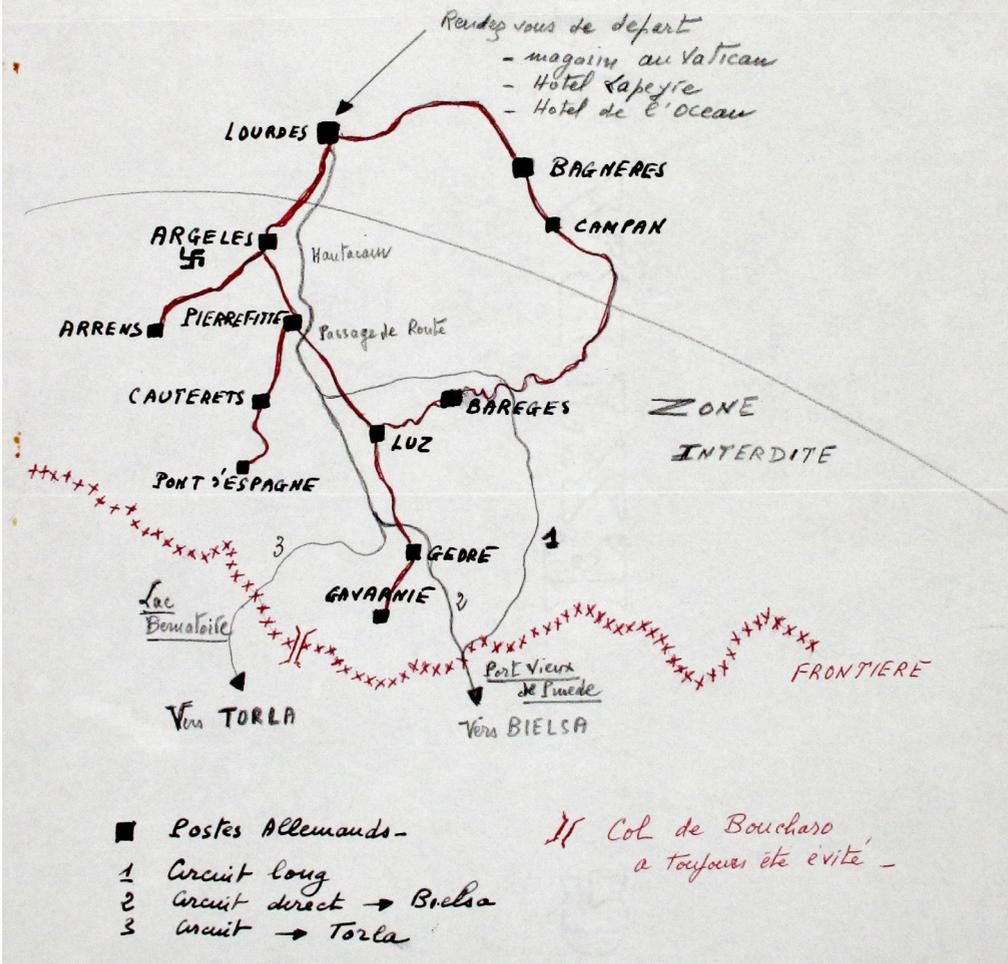


Schéma de la Base Espagne annoté par Gérard de Clarens.

Source : ADHP, 136 J 17.

Réseau ANDALOUSIE 1942-1944

Itinéraires d'évasions



Croquis dessiné par Gérard de Clarens de quelques itinéraires utilisés par le réseau Andalousie. Source : ADHP, 136 J 29.

services secrets. En témoigne la mission *Bugatti* lancée fin juin 1944, validée aussi bien par le SOE, l'OSS que le BCRA dans le cadre des opérations *Jedburgh*¹⁴⁸. Composée du colonel américain Horace Fuller et des agents français Guy de la Roche et Martial Sigaud¹⁴⁹, cette mission comme ses équivalents dans les autres départements, avait pour objectif de prêter main forte aux maquis et groupes de combats locaux afin de hâter la libération, ce qui dans les départements pyrénéens fut une réalité dès la fin août 1944.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERTELLI, Sébastien, « Le BCRA, service de renseignement de la France libre », *Revue historique des armées*, n°247, 2007, p. 52-59.
- ALBERTELLI, Sébastien, *Les services secrets du général de Gaulle. Le BCRA 1940-1944*, Perrin, coll. « Tempus », 2020.
- ALILI, Yazid, *Agents secrets britanniques dans les Hautes-Pyrénées*, Le solitaire, 2012.
- ARRIGHI, Paul, « Silvio Trentin et le mouvement de résistance libérer et fédérer : “de la résistance vers la révolution” », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 226, n°2, 2007, p. 121-130.
- BARRÈRE, Sébastien, *Pyrénées, l'échappée vers la liberté. Les évadés de France*, Éditions Cairn, 2005.
- BELOT, Robert, *Aux frontières de la liberté. Vichy-Madrid-Alger-Londres. S'évader de France sous l'occupation*, Fayard, 1998.
- BÉNÉZECH, Maurice, *Résistance en Bigorre*, Comité départemental de la Résistance des Hautes-Pyrénées, 1984.
- BERDAH, Jean-François, « La frontière existe-t-elle pour les historiens ? La frontière franco-espagnole au XX^e siècle », dans *L'espace jurassien à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)*, Lavauzelle, 2006, p. 49-67. hal-00143933 [en ligne].
- BROCHE, François, CAÏTUCOLI Georges, MURACCIOLE Jean-François (dir.), *La France au combat. De l'appel du 18 juin à la victoire*, Perrin, 2007.
- CALVET BELLERA, Josep, RIEU-MIAS, Annie, RIUDOR Garcia, Noemi, *La Bataille des Pyrénées. Réseaux d'information et d'évasion alliés transpyrénéens. Ariège-Catalogne-Andorre*, Le Pas d'oiseau, 2013.

148 François BROCHE, Georges CAÏTUCOLI, Jean-François MURACCIOLE (dir.), *La France au combat...*, op. cit., p. 735-737.

149 *Ibid.* p. 743.

- CALVI, Fabrizio, *OSS. La guerre secrète en France, les services spéciaux américains, la Résistance et la Gestapo 1942-1945*, Hachette, 1990.
- CATALA, Michel, « L'ambassade espagnole de Pétain (mars 1939-mai 1940) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°55, juillet-septembre 1997, p. 29-42.
- CATALA, Michel, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible (1939-1944)*, L'Harmattan, 1997.
- CATALA, Michel, « Non-belligérance et neutralité de l'Espagne pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, n°194, 1999, p. 101-116.
- CATALA, Michel, « L'exil français en Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale. 1940-1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°67, 2002, p. 78-83.
- COINTET, Michèle, *Marie-Madeleine Fourcade : un chef de la Résistance*, Perrin, 2006.
- CUBERO, José, *Les Hautes-Pyrénées dans la guerre. 1938-1948*, Éditions Cairn, 2013.
- CUBERO, José, *Petite Histoire des Républicains espagnols*, Éditions Cairn, 2019.
- D'ABZAC-EPEZY, Claude, « Armée et secrets, 1940-1942. Le contre-espionnage de l'armée de Vichy », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 36, n°2, 2012, p. 45-56.
- DEBRUYNE, Emmanuel, *La maison de verre. Agents et réseaux de renseignements en Belgique occupée. 1940-1944*, Université catholique de Louvain, 2005-2006.
- DELPLA, Claude, « Le réseau Wi-Wi (OSS), un réseau de renseignements franco-américain (1943-1944) », *Bulletin de la Société ariégeoise. Sciences, Lettres et Arts*, 1989, p. 9-16.
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève, « Les oubliés », *Hommes et Migrations*, n°1148, nov. 1991, p. 36-44.
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*, Albin Michel, 1999.
- DREYFUS-ARMAND Geneviève, « Les réfugiés espagnols en 1939, des "indésirables" », *Plein droit*, vol. 108, n°1, 2016, p. 44-48.
- DUPUY, Jean, *La Résistance par ceux qui l'ont faite. 65 biographies de combattants FFI des Hautes-Pyrénées*, Editions Cairn, 2019.
- EYCHENNE, Émilienne, *Pyrénées de la liberté. Les évasions par l'Espagne, 1939-1945*, Editions Privat, 1998.
- FERNÁNDEZ-LÓPEZ, José Angel, *Historia del campo de concentración de Miranda de Ebro (1937-1947)*, Edición Miranda de Ebro, 2003.
- FERRER, Thomas, *Passeurs et évadés dans les Pyrénées. Franchir la frontière franco-espagnole durant la Seconde Guerre mondiale*, Éditions Cairn, 2018.
- FOOT, Michael R. D., CRÉMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, *Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action (SOE) en France. 1940-1944*, Tallandier, 2008.
- FOURCADE, Marie-Madeleine, *L'Arche de Noé*, tomes 1 et 2, Fayard, coll. « Le livre de poche » 1971.

- JIMÉNEZ DE ABERASTURI, Juan Carlos, *En passant la Bidassoa. Le Réseau « Comète » au Pays basque (1941-1944)*, Ville d'Anglet, 1995.
- LAHARIE, Claude, *Petite Histoire des Camps d'internement français*, Éditions Cairn, 2020.
- LAULHÉ, Benoît, *La Résistance dans les Basses-Pyrénées*, Master UPPA, 2001.
- LAURENT, Sébastien, « Les services secrets gaullistes à l'épreuve de la politique (1940-1947) », *Politix*, vol. 14, n°54, 2001. p. 139-153.
- LOCHERY, Neill, *Lisbon. War in the shadows of the city of light, 1939-1945*, Public Affairs, 2011.
- MARQUES, Stéphane, « Le contrôle de la frontière pyrénéenne pendant la Seconde Guerre mondiale. Des enjeux de souveraineté et de sécurité pour la France », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 39, n°1, 2014, p. 129-140.
- ORTIZ, Jean (dir.), *Rouges. Maquis de France et d'Espagne. Les guérilleros*, Atlantica, Biarritz, 2006.
- PERQUIN, Jean-Louis, *Les opérateurs radio clandestins. SOE, BCRA, OSS*, Histoire et Collections, coll. « Matériel de la Résistance », 2011.
- PESCHANSKI, Denis, *La France des camps. L'internement 1938-1946*, Gallimard, 2002.
- PESCHANSKI, Denis (dir.), *Des Étrangers dans la Résistance*, Éditions de l'Atelier/Musée de la Résistance Nationale, 2002.
- RÉMY, Adeline, « L'engagement des femmes dans la ligne d'évasion Comète (1941-1944) : entre mythe et réalité ? », dans Robert Vandenbussche (dir.), *Femmes et Résistance en Belgique et en zone interdite [en ligne]*, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2007, p. 57-72.
- RIBEIRO DE MENESES, Filipe, « Salazar face à la Shoah », *Revue d'Histoire de la Shoah*, vol. 203, n°2, 2015, p. 255-276.
- ROSSÉ, Christian, *Guerre secrète en Suisse. 1939-1945*, Nouveau Monde Éditions, coll. « Le grand jeu », 2015.
- ROUSSEAU, Michel, « Deux réseaux britanniques dans la région du nord : le réseau “Garrow-Pat O’Leary” et le réseau “Farmer” », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, vol. 34, n°135, 1984, p. 87-108.
- RUBIO, Javier, « La population espagnole en France : flux et permanences », dans Milza Pierre et Peschanski Denis, *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France. 1938-1946*, L'Harmattan, 1994, p. 35-45.
- SANGUIN, André-Louis, « La fuite des Juifs à travers les Pyrénées pendant la Seconde Guerre mondiale, une géographie de la peur et de la survie », *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, tome 126, n°287, 2014. p. 297-318.
- SICARD, J.-A., *François Vignole, le pyrénéen*, 1994.
- STOURTON, Edward, *Le chemin de la liberté. Échapper à Hitler à travers les Pyrénées*, Ixelles, 2013.

- VERGEZ-CHAIGNON, Bénédicte, *Les vichysto-résistants*, Perrin, coll. « Tempus », 2016.
- VERHOEYEN, Étienne, *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*, De Boeck Université, 1994.
- WIEVIORKA, Olivier, *Histoire de la Résistance. 1940-1945*, Perrin, 2013.
- WIEVIORKA, Olivier, *Une histoire de la résistance en Europe occidentale*, Perrin, 2017.
- WINGEATE, Pike David, « Aspects nouveaux du rôle de l'Espagne dans la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 19, n°3, juill.-sept., 1972, p. 510-518.

Lieutenant A. FROMENT

L'ESPIONNAGE

Militaire

LES FONDS SECRETS DE LA GUERRE ET LE SERVICE
DES RENSEIGNEMENTS EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER



PARIS

F. JUVEN, ÉDITEUR

10, RUE SAINT-JOSEPH, 10

Tous droits réservés

Intelligence militare, guerra clandestina e Operazioni Speciali

Articles

- *Aux sources du renseignement humanitaire militaire : l'intervention française au Liban de 1860-1861*,
par GÉRALD ARBOIT
- *An Unimportant Obstacle? The Prusso-German General Staff, the Belgian Army and the Schlieffen Plan*,
by LUKAS GRAWE
- *Des traversées de frontières. Hernalsteens. Le grand réseau de renseignement français dans les territoires occupés, 1914-1915*,
par EMMANUEL DEBRUYNE
- *Le Bureau interallié de renseignement (1915-1918). Un exemple de coopération européenne en temps de guerre*,
par OLIVIER LAHAIE
- *Violatori di cifrari. I crittologi del Regio Esercito 1915-43*,
di COSMO COLAVITO
- *Les services spéciaux français en Belgique, 1936-1940*.
par ÉTIENNE VERHOEYN
- *S. I. E. P: Organización, funciones y contribución al sistema de inteligencia durante la Guerra Civil Española*,
por JOSÉ RAMÓN SOLER FUENSANTA, DIEGO NAVARRO BONILLA, HÉCTOR SOLER BONET
- *Dalla Spagna all'Italia: Il Servizio d'Informazione Militare in Europa nelle pagine della Rivista dei Carabinieri Reali*
di FLAVIO CARBONE
- *For Your Freedom and Ours. Polish refugees of war as soldiers and resistance fighters in Western Europe*,
by BEATA HALICKA
- *Le "front-tiers" pyrénéen. Les voies du renseignement durant la Seconde Guerre mondiale*,
par THOMAS FERRER
- *La chasse aux émetteurs clandestins en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Neutralité, communauté du renseignement et affaire Rado*,
par CHRISTIAN ROSSÉ
di DENISE ARICÒ
- *Our Men in Berlin. The Netherlands Military Mission to the Allied Control Council for Germany, 1945-1949*,
by DANNY PRONK
- *German Intelligence Partnerships in the Early Cold War. The American Intelligence Godfathers*,
by WOLFGANG KRIEGER
- *L'intelligence militare russa Il GRU nel decennio 2010-2020*,
di NICOLA CRISTADORO

Reviews

- *Military Intelligence negli Intelligence Studies*
Introduzione alle recensioni
[GIANGIUSEPPE PILI]
- CHRISTOPHER ANDREW & DAVID DILLS (Eds),
The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century
[GIANGIUSEPPE PILI]
- RICHARD J. HEUER,
Psychology of Intelligence Analysis
[GIANGIUSEPPE PILI]
- PETER GILL, MARK PHYTHIAN, STEPHEN MARRIN (Eds.),
Intelligence Theory. Key Questions and debates,
[GIANGIUSEPPE PILI]
- JAN GOLDMAN,
Words of Intelligence. A Dictionary,
[GIANGIUSEPPE PILI]
- JAMES P. FINLEY (Ed.),
U. S. Army Military Intelligence History: A Sourcebook,
[GIANGIUSEPPE PILI]
- *Journal of Intelligence History*,
[Francesco Biasi]
- FILIPPO CAPPELLANO e COSMO COLAVITO,
La Grande guerra segreta sul fronte italiano (1915-1918),
[PAOLO FORMICONI]
- BEATA HALICKA,
Borderlands Biography: Z. Anthony Kruszewski in Wartime Europe and Postwar America,
[PAUL McNAMAR]
- TOMASO VIALARDI DI SANDIGLIANO,
Da Sarajevo alla cyberwar, appunti per una storia contemporanea,
[ANTHONY CISFARINO]
- PAOLO GASPARI,
Le avventure del Carabiniere Ugo Luca.
[FLAVIO CARBONE]
- VIRGILIO ILARI,
Il Terzo uomo del caso Dreyfus
[ANTHONY CISFARINO]
- GIANLUCA JODICE,
Il cattivo Poeta
[ANDREA VENTO]